

UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE D'UZÈS

DE 1562 A 1629

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

Et soutenue publiquement le 31 mars 1898, à 4 heures.

PAR

PAUL GARDES

MONTAUBAN

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE J. GRANIE

3, Avenue Gambetta, 3

1898

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE D'UZÈS

DE 1562 A 1629

PAUL GARDES

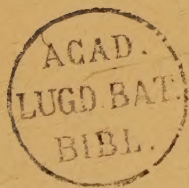
ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE D'UZÈS

DE 1562 A 1629

AVEC UNE LISTE DE SES PASTEURS DEPUIS LA FONDATION DE L'ÉGLISE
JUSQU'A LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES



MONTAUBAN

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE J. GRANIÉ

3, Avenue Gambetta, 3

1898

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs :

MM. G. BONET-MAURY, président de la soutenance.

S. BERGER.

J. RÉVILLE.

La Faculté ne prétend ni approuver ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.

A LA MÉMOIRE
DE MON BIEN-AIMÉ PÈRE



BIBLIOGRAPHIE

- J. CRESPIN, *Histoire des martyrs*, 1619.
L. MÉNARD, *Histoire de la ville de Nîmes*, 1750-1758.
DEVIC et VAISSETTE, *Histoire générale du Languedoc*, 2^e éd.
A. GERMAIN, *Histoire de l'église de Nîmes*, 1838-1842.
A. BORREL, *Histoire de l'église réformée de Nîmes*, 2^e éd.,
1856.
HUGUES, *Histoire de l'église réformée d'Anduze*, 2^e éd., 1864.
CHARVET, *La première maison d'Uzès*.
Bulletin de l'histoire du Protestantisme français, passim.
J. AYMON, *Synodes nationaux*, 1710.
HAAG-BORDIER, *La France protestante*.
Encyclopédie des sciences religieuses.
L.-B. GARDES, *Les commencements de la Réforme à Uzès*,
Uzès, 1885.
-

DOCUMENTS INÉDITS

- Copies de M. Auzière *des synodes provinciaux*.
Manuscrits de M. Siméon Abauzit.
Archives municipales de la ville d'Uzès.
Registre des délibérations du Consistoire d'Uzès.
-

INTRODUCTION

Un essai sur les commencements de la Réforme à Uzès a été présenté devant cette Faculté en 1885; je me propose de continuer ce travail et de raconter l'histoire de l'église d'Uzès depuis l'année 1562 jusqu'à la paix d'Alais, en 1629. A cette date, le protestantisme n'a plus d'histoire extérieure, les guerres de religion sont finies, il cesse d'être un parti politique, un État dans l'État, une république dans une monarchie; il n'est plus que *la religion prétendue réformée*, comme on l'appelle, à qui on enlève peu à peu les libertés qu'il croyait avoir pour jamais conquises, en attendant la révocation de cet édit de Nantes, qui avait coûté tant de sang, que le grand Henri déclarait perpétuel et irrévocable, et que le petit-fils, Louis le Grand, abolit d'un trait de plume; il n'avait pas duré un siècle.

Après l'histoire extérieure de l'église d'Uzès, — car je m'efforcerai de ne raconter que cette histoire, la dégageant autant que possible de l'histoire générale, — j'essaierai d'exposer l'histoire intérieure, l'organisation de cette église, et je tâcherai, pour terminer, de

présenter une liste aussi complète que possible des pasteurs d'Uzès depuis les commencements jusqu'en 1685.

En écrivant l'histoire de cette époque si troublée, je ne veux ni exciter ni réveiller les vieilles haines confessionnelles si vivaces et qui ont été si terribles, hélas ! dans notre pays ; loin, bien loin de moi cette pensée ! je veux rendre seulement un pieux hommage à nos pieux ancêtres et m'efforcer d'inspirer à leurs descendants un peu de leur foi persévérante, qui a triomphé de tous les obstacles et que rien n'a pu déraciner.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE EXTÉRIEURE — GUERRES DE RELIGION

L'église d'Uzès avait été fondée rapidement, grâce à l'accord de la noblesse, de la bourgeoisie et du clergé lui-même. La grande vicomtesse d'Uzès, Jeanne de Gipouillac, amie de Marguerite de Valois, sœur de François I^{er}, avait embrassé les idées nouvelles. Son aumônier, un cordelier converti, Jean Mutonis, prêchait ouvertement l'Évangile au château vicomtal. Ses fils avaient embrassé avec enthousiasme la nouvelle foi, et leur exemple avait eu de nombreux imitateurs dans la jeunesse bourgeoise et lettrée. Il y avait à Uzès quatre juridictions : la cour de l'évêque, celles du roi, des consuls et du vicomte. Il y avait beaucoup d'avocats pour plaider dans ces quatre prétoires ; les bazochiens y étaient nombreux et bien pénétrés du souffle nouveau.

L'évêque Jean de Saint-Gelais était passé à la Réforme avec tout son chapitre, moins le prévôt Froment, qui seul avait refusé d'abjurer et avait excommunié son chef. Une population d'ouvriers intelligents avait suivi le mouvement. On s'était emparé

de l'église Saint-Roman ; on avait fait venir un pasteur de Genève, Paul Salvage, qui avait organisé l'église sur le modèle de celle de Genève ; on avait nommé un consistoire, puis, le nombre de protestants augmentant, on s'était emparé de la cathédrale et des autres églises. Viret avait consacré quelques semaines de son séjour à affermir ces conquêtes ; il avait consacré plusieurs pasteurs. Il avait essayé de modérer l'ardeur conquérante des protestants uzétiens, leur recommandant la patience, la douceur, les engageant à ne pas envahir les biens de l'Église catholique, à tout supporter plutôt que de prendre les armes. Calvin et Th. de Bèze étaient de même avis, et, quand l'édit de janvier ordonna de rendre les églises et les biens ecclésiastiques, ils engagèrent les Uzétiens à obéir. Mais le massacre de Vassy rendit inutiles leurs exhortations. Le vase était trop plein, il déborda. La patience était épuisée, on courut aux armes.

La France avait alors un roi mineur, Charles IX. Catherine de Médicis, sa mère, avait été nommée régente du royaume par les États d'Orléans ; mais elle avait à côté d'elle un pouvoir tout-puissant avec lequel elle devait compter et qui dirigeait le parti catholique : c'était le triumvirat, comme on l'appelait, composé du connétable de Montmorency, vieux guerrier du grand règne, ayant une grande autorité sur ses nombreux partisans ; le maréchal de Saint-André, l'homme de Diane de Poitiers, et le duc François de Guise, l'heureux adversaire de Charles-Quint, qui avait sauvé Metz et arraché Calais aux Anglais. A côté, était la maison de Bourbon, repré-

sentée : 1° par Antoine de Navarre, roi sans royaume, lieutenant-général du royaume comme premier prince de sang, mais sans influence, ballotté d'un parti à l'autre sans pouvoir jamais se fixer, jouet de ses passions et de Catherine de Médicis qui savait si bien les exciter ; 2° par le prince de Condé, franchement rallié aux protestants, qui le choisirent pour leur chef. Puis, les Châtillon, l'amiral de Coligny, son frère d'Andelot et Odet de Châtillon le cardinal.

La régente s'efforçait de gouverner entre ces diverses influences, inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; mais quand les Guises, essayant de reconquérir le pouvoir, que la mort de François II leur avait arraché, eurent massacré l'assemblée de Vassy, les protestants formèrent une association, dont le prince de Condé fut nommé le chef, ayant sous ses ordres le comte de Gramont en Gascogne, Jean de Rohan en Dauphiné et d'Andelot dans l'île de France.

L'église de Paris envoya Chanterrenard en Languedoc pour engager les protestants à entrer dans cette ligue. Il arriva à Uzès le 3 avril 1562. Le même soir, le Conseil des quatorze, dit conseil renforcé, les quatre consuls et les deux pasteurs, Rebotier et Clamens, s'assemblèrent dans la maison de David Perrotat pour s'entendre avec l'envoyé de Paris. Plusieurs notables furent admis à cette conférence, qui dura jusqu'à minuit. Chanterrenard exposa le but de sa mission, dit que les Guises étaient autant ennemis du roi que de la Réforme, qu'ils voulaient s'emparer du pouvoir, voire même de la couronne ; qu'en présence d'un tel péril, qui pouvait avoir de terribles

conséquences, Condé et les autres seigneurs avaient pris les armes pour défendre l'État et la vraie religion, et qu'avec l'aide de Dieu ils espéraient vaincre les Guises et les papistes. Il ajouta que tous les fidèles devaient concourir à cette entreprise par des secours en hommes, en argent et par des prières. Quand il eut prononcé ces paroles il se retira. Le ministre, de Rebotier et, après lui, le sieur de Roche prirent la parole, et on décida unanimement que l'église d'Uzès fournirait une somme d'argent levée par quatre commissaires : Rossel, Mathieu, seigneur de Foussargues, Buliod et Abauzit, marchands ; que, pour donner le bon exemple, tous ceux qui étaient présents commenceraient à payer leur part ; que, le lendemain, le Conseil des quatorze et les pasteurs écriraient aux églises du colloque d'Uzès pour les exhorter à agir comme eux ; qu'enfin les députés qui assisteraient au prochain synode national exhorteraient les autres églises à suivre leur exemple.

Quelques jours après cette conférence, le 13 avril, Antoine de Crussol fit sa première entrée à Uzès. Sa liaison avec Condé et Coligny le fit accueillir avec joie. Les consuls, les quatorze conseillers à cheval, escortés de vingt jeunes gens bien montés et équipés, allèrent à sa rencontre jusqu'à Jonquerolles, sur le chemin de Montpellier, d'où venait le vicomte. Les habitants, en armes, formant la haie depuis la tour du roi jusqu'à son château, l'accueillirent par les cris de : « Vivo Crussoou ! » Il fut harangué à la porte Saint-Étienne par Jean de Janas vieux, docteur ès-lois, « homme sage et éloquent ». Les dames et demoiselles, en grands atours, jetaient sur son pas-

sage des fleurs par les fenêtres. L'évêque, le premier consul et de Roche, président du Conseil des quatorze, dînèrent au château, où il y eut de longues conférences qui demeurèrent secrètes.

Le 13 mai 1562, on reprit l'église de Saint-Roman aux catholiques, et le 17 on rentra aussi en possession de la cathédrale. On y prêcha et la sainte cène y fut distribuée. Le 19 mai 1562, il y eut un conseil extraordinaire. On délibéra : « 1° que les pauvres seraient secourus par ceux qui avaient le maniement des deniers ; 2° que les ecclésiastiques et papistes demeurant encore dans la ville seraient cotisés et obligés de verser entre les mains du trésorier du consistoire les sommes pour lesquelles ils avaient été imposés, et ce sous peine de saisie et emprisonnement ; 3° qu'on réparerait tout de suite les portes et remparts et qu'on augmenterait les fortifications de Saint-Féréol et le logement de ceux commis à sa garde ; 4° qu'on ferait servir les cloches non employées au service de Dieu à augmenter et à faire réparer les pièces d'artillerie de la ville. »

Le 25 mai 1562, Bernard Blanchon, notaire de Cornillon, près Bagnols, se présenta au Consistoire et à l'Assemblée des quatorze. Il dit que l'église réformée de ce lieu, dressée depuis un an, ayant depuis longtemps réclamé en vain un pasteur, demandait qu'on lui fit assistance et secours, et qu'on écrivit au Consistoire de Bagnols de les prendre sous sa protection, comme voisins et frères. Les membres du Consistoire promirent un ministre et leur donnèrent une lettre pour le Consistoire de Bagnols, dans laquelle ils exhortaient les membres de ce Consistoire

à veiller sur eux et sur ceux des bords du Rhône.

Le 11 juin 1562, les consuls réunirent le Conseil extraordinaire. On décida à l'unanimité de repousser la force par la force et de réunir des soldats et des deniers pour chasser les ennemis de Dieu et du roi. Chaque chef de maison dut prendre les armes. Il fallait trouver de l'argent pour équiper tous ces soldats et subvenir aux besoins de la guerre. On décida d'y consacrer l'argenterie du culte idolâtre, comme on disait alors. Les consuls devaient la faire fondre, acheter avec le prix le plus d'armes possible, et faire réparer celles de la ville ou des particuliers. Le Conseil nomma ensuite les sieurs d'Entraigues fils, de Rossel et Louis Espérandieu pour aller dans les lieux environnants, chacun avec vingt-cinq hommes, aussi loin que possible sans courir de danger, recueillir l'argenterie et autres choses employées au service papiste, ainsi que les cloches inutiles au culte. Les consuls et trésoriers durent faire un inventaire de tous ces objets et les mettre sous bonne serrure. Dans un conseil privé on décida que tout ce butin serait vendu. Jean Levieu, orfèvre, fut chargé de fondre l'argenterie sous la surveillance de Jean de Janas et de Daniel Flauger, qui durent la vendre, ainsi que les cloches, le plus tôt et le plus avantageusement possible.

A l'instigation du Consistoire, les consuls firent publier que tous les prêtres et les habitants qui ne voudraient pas embrasser la religion réformée, eussent à partir de la ville et que ceux qui resteraient eussent à assister au prêche, mesure regrettable que nos pères expieront cruellement plus tard quand ils

seront aussi placés entre leur conscience et leurs intérêts. Cependant, il faut le dire à leur louange, la violence ne fut pas employée. Le prévôt du chapitre et l'archidiacre ne furent pas inquiétés ; ils purent se retirer à Saint-Siffret, village situé à cinq kilomètres d'Uzès, au Nord-Ouest. Peu de familles les suivirent, et il ne resta plus en ville que des calvinistes.

Le baron des Adrets reçut du Conseil extraordinaire un secours de deux cents livres pour lui aider à tenir la campagne contre les catholiques. Ce chef, fameux par son courage et par ses cruautés, traversa Uzès avec toute son armée, le 10 septembre 1562. Plusieurs jeunes gens de la ville voulaient s'engager sous les ordres d'un si vaillant capitaine, mais les consuls ne voulaient pas laisser partir ces courageux jeunes gens qui, d'un moment à l'autre, pouvaient servir à la défense des remparts. Leur voix fut méconnue. Jacques de Crussol, frère d'Antoine, troisième fils de Charles de Crussol et de Jeanne de Ginouillac, servait dans cette troupe, et son exemple entraîna ses jeunes compatriotes.

Moussu lou baroun d'Acier
N'es un bon é bravé guerrier,
Sé mostro ben pus avisa,
Per sa religioun pu zéla
Qué mouss' Antoino soun aïna
Aoussi n'a ben aoutré rénoum,
Dé Crussoou faï canta lou noum.
N'es estat un das premiers
Qué dinc aquesto countrado
Nan més lou pé à l'estrier.
Coumo de Diou bon chivalier,
Per sa caousa lèva un' armado ;

N'a desplèga soun estandar
Contro lou papo é lous Guisards,
Contro la granda couquino,
Qué dé la Franço voou la ruino,
Contro Baal, contro la Messo
E las aoutras abouminatiouns
De la papisto religioun.
D'Uzès, Nimé, Sant'Anastasio
E d'un bon noumbré d'aoustrés liocs,
N'a cassa touto idolatrio.
N'a quasi purgha lou pays
Dé la méno das cathoulics,
Coumo un' aoutré Giédéon.
E lou cardinaou d'Armagna,
Qué n'en gouberno lou coumtat,
N'en tremblo d'el dins Avignoun
Quand soulamen aousis soun noum,
Qu'aousis aquel noum de Crussoou,
Qué d'ouo papo ménaço lou soou.
Car n'en foou pas oublida
Qué n'es en tout ben ajuda
Per soun aïna é sous cadets,
Per Galiot Charlé é Baoudiné.
Aoussi dinc lou pays chacun répéto,
Embé tambour, fifré é troumpéto,
Vivo, vivo lous bravés Crussoou
Qu'escoubioun d'aquesté soou
L'idoulatrio, l'impuréta,
Qué lou diablé i avié planta
E qué mouïnas é capélans
Avien fa creïsse tan é tan.

A la tête de cette jeunesse d'Uzès, d'Acier combattit vaillamment à Saint-Gilles contre Joyeuse qui assiégeait cette place. 2,500 catholiques furent tués dans cette bataille, et le siège fut levé.

A San Gillé èro piéta
De veïré noste camp escarta.

Au liogo dé douna bataïo,
Fugigueroun a Trincataïo,
Maï toutés escapéroun pas,
N'i a gué maï dé cinq cents dé négas,
E d'aoutrés morts tant descouvertó
Qué la terro n'éro couvertó.

Cette victoire remplit de joie les églises du Midi et particulièrement l'église d'Uzès. Un culte d'actions de grâces fut célébré dans Saint-Roman et dans la cathédrale. Cependant le Consistoire défendit de faire des réjouissances publiques, parce que beaucoup de sang avait été versé et que les ennemis étaient des frères et des concitoyens. On aime, dans ces temps de guerre civile, à enregistrer des sentiments si vraiment chrétiens et qui, malheureusement, seront de plus en plus rares à mesure que les haines et les rancunes grandiront.

Pendant que Jacques de Crussol payait bravement de sa personne pour la défense du protestantisme, son frère Antoine, retiré dans son château de Charmes, mécontent de la cour, n'osait se résoudre à tirer l'épée des guerres civiles. Cependant les protestants avaient besoin d'un grand nom pour donner à leur cause plus de chances de succès. Les députés des villes principales du Midi qui avaient embrassé la Réforme s'étaient déjà réunis le 25 août à Nîmes. Uzès était représenté par Jean de Rossel, David de Ranchin et Louis de Roche. L'assemblée avait dépêché auprès du vicomte d'Uzès le sieur de Saint-Ravi, député de Montpellier et de Béziers, « pour le prier de venir se mettre à leur tête, de se hâter, s'il voulait préserver son pays d'une ruine totale, que sa pré-

sence seule rétablirait le bon ordre », et, comme il résistait, ayant peur de se compromettre aux yeux du roi et de paraître rebelle à la cour, on arrêta que tous les habitants jureraient fidélité au gouvernement, dès qu'Antoine de Crussol aurait accepté le commandement du parti.

Crussol avait quitté le Vivarais, il était venu à Uzès. L'assemblée de Nîmes décida de se transporter tout entière auprès de lui afin de le prier d'accepter le commandement qu'on lui offrait. Cette décision fut exécutée le 11 novembre 1562. Les consuls de notre ville, voulant faire honneur aux délégués des églises, allèrent à leur rencontre jusqu'à la porte de la ville et s'occupèrent de les loger dans les meilleures conditions qu'il leur fut possible. Puis l'assemblée se réunit à la maison consulaire, d'où elle partit pour le château vicomtal. Le comte de Crussol reçut ces députés dans la grande salle qui existe encore, telle qu'elle était à cette époque, sauf les meubles qui ont disparu à la Révolution et ont été remplacés par un ameublement tout moderne, à l'exception des portraits des ducs. Antoine est le premier à gauche en entrant. Nous ne saurions dire tout ce que le souvenir de cette scène que nous allons raconter, évoqué dans cette grande salle, éveille dans l'âme d'un protestant d'Uzès.

En tête de la députation marchait le sieur de Bargès, juge et lieutenant de la ville et du gouvernement de Montpellier. Le comte de Crussol était entouré de personnages illustres : le seigneur prince de Salerne ; Odet de Châtillon, comte de Beauvais, frère de Coligny, portant encore la pourpre de car-

dinal, quoiqu'il eût abjuré les erreurs romaines et se fût marié à Élisabeth d'Hauteville ; enfin l'évêque d'Uzès, Jean de Saint-Gelais, qui, lui aussi, avait fait profession de calvinisme et s'était marié avec l'abbesse de Valsauve, tout en conservant la crosse et la mitre.

Bargès prononça un discours très éloquent, auquel le comte ne répondit que peu de mots, promettant de faire connaître sa réponse le soir même ; en effet, le soir, il fit dire qu'il acceptait de défendre la province, pourvu qu'on lui fournit des hommes et de l'argent et qu'on acceptât les conditions suivantes :

« 1° Que l'Assemblée des États ferait serment, tant pour elle qu'au nom du restant des habitants du pays, de se contenir en leur ancienne fidélité et en l'obéissance due au roi, qu'il serait dressé un acte public dudit serment, lequel acte lui serait rapporté en bonne forme dans une quinzaine au plus tard ;

« 2° Que les habitants continueraient à ponctuellement observer les lois politiques du royaume, reçues en Languedoc pour le fait de la justice, ainsi que pour l'administration, sans y rien changer ni innover ; qu'ils obéiraient aux magistrats et autres personnes établies pour le gouvernement de la justice et police ; que ceux qui contreviendraient à leurs mandements seraient punis comme perturbateurs du repos public ; qu'ils s'obligeraient à payer entre les mains du receveur des domaines royaux tous les droits et redevances ;

« 3° Que les ministres ne pourraient tenir aucun synode, ni faire des colloques ou classes qui étaient comme des arrondissements de contrées, là où il y

aurait un sénéchal ou présidial, sans la permission ou assistance des officiers royaux qui y présidaient, et, dans les autres lieux, sans l'autorisation de lui, comte de Crussol, qui nommerait quelqu'un pour y présider;

« 4° Que les assemblées du Consistoire ne pourraient se tenir dans les villes et lieux où il y aurait une juridiction, sans la présence d'au moins un des officiers du roi, et dans les autres endroits de la juridiction de seigneurs particuliers, sans la présence d'un de leurs officiers ;

« 5° Que les ministres ne pourraient faire aucun règlement sur le fait de la religion sans l'autorité des susdits officiers, qui en dresseraient procès-verbaux et les feraient passer à lui, comte de Crussol ;

« 6° Que, pour l'observation de tous les articles, les habitants et leurs ministres lui obéiraient en tout et partout. »

Ces articles ayant été acceptés, Bargès, président de l'Assemblée des États, jura d'un côté au nom des habitants du pays, et tous les députés de l'autre, au nombre d'environ deux cents : « de ne jamais se départir de la fidélité et obéissance qu'ils devaient au roi et de se conformer exactement aux articles et conditions que le seigneur comte exigeait d'eux. »

Antoine de Crussol, la main levée à Dieu, jura à son tour « de faire tous ses efforts pour conserver le pays et les habitants en sûreté et tranquillité, sous l'obéissance du roi, comme son prince naturel et légitime et son souverain seigneur, de combattre et chasser, avec l'aide du Très Haut, les ennemis qui s'y

étaient introduits en armes, de châtier et punir les rebelles et séditeux, et d'observer religieusement, et de point en point, tous les articles qui venaient d'être arrêtés pour l'honneur de Dieu, le service du roi et le bien du pays. »

Crussol fit réparer les remparts de la ville et des villages des environs, ainsi que les forts Saint-Féréol et Saint-Firmin. Il nomma pour commander dans la ville, comme premier capitaine, de Gondin, et comme deuxième capitaine, Pujolas. Il nomma aussi des commandants pour les forts de Montaren, Arpaillagues, Blauzac, etc.

A Uzès, les consuls firent publier que les habitants eussent à se rassembler en armes, et rangés en compagnie, devant la place du château vicomtal et les rues voisines le 14 de ce mois de novembre 1562, à 9 heures du matin, pour jurer d'observer les articles signés le 12 de ce même mois. Le comte reçut d'abord chez lui le serment des consuls, du Conseil de ville et du Consistoire, puis, accompagné d'eux tous, de l'évêque Jean de Saint-Gelais et d'Odet de Châtillon, son cousin, il reçut sur les portes du château le serment des habitants. Tous criaient : « Vivo Crussoou ! » En recevant le serment des ministres, il leur fit part d'une lettre de Condé, demandant les prières des églises. Le Consistoire fit aussitôt avertir les fidèles que le dimanche 22 novembre il y aurait service extraordinaire pour le jeûne et pour faire des prières publiques. Les ministres exhortèrent les fidèles à se préparer pour ce jour.

Le 11 décembre 1562, Joyeuse assembla à Carcas-

sonne les États catholiques de la province. Cette assemblée traita celle de Nîmes « d'hérétique, de factieuse, de rebelle à Dieu et au roi ». Elle désavoua ses délibérations et défendit d'y obéir, sous peine de crime de lèse-majesté.

En janvier 1563, par l'intervention d'Antoine de Crussol et de Saint-Gelais, le Consistoire d'Uzès passa un arrangement avec le chapitre, stipulant que le chapitre disposerait, à partir de ce moment, de ses revenus, à condition de payer au trésorier du Consistoire la somme annuelle de 1,000 livres tournois pour l'entretien des deux ministres. Mais il fallait aussi de l'argent pour payer les frais de la guerre. L'assemblée de Nîmes (mars 1563) fut chargée de répartir les charges sur chaque province et sur chaque viguerie.

La paix d'Amboise, signée le 19 mars 1563, suspendit pour un temps les horreurs de la guerre, mais les ressentiments étaient trop vifs pour que la paix fût de longue durée.

Les deux partis étaient mécontents, les Parlements refusaient d'enregistrer l'édit du roi, et les réformés ne voulaient pas rendre les églises et les biens ecclésiastiques qu'ils avaient usurpés. A Uzès on décida de démolir le cloître des chanoines et la cathédrale, plutôt que d'en rendre les clefs aux ennemis. Cette opération fut poussée très vivement ; les habitants des villages voisins aidaient de grand cœur à cette triste besogne, on aurait voulu qu'elle fût terminée avant l'arrivée du maréchal de Vieilleville, que le roi envoyait pour faire exécuter l'édit dans le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence et le Languedoc. Nîmes et Uzès avaient envoyé des députés au devant de lui

jusqu'au Pont-Saint-Esprit. Jacques Rosselet Martin, seigneur d'Aubussargues, représentaient Uzès. Mais Vieilleville fut rappelé par le roi avant d'avoir atteint le Languedoc. Caylus devait l'y remplacer. C'est entre les mains de celui-ci que Antoine de Crussol remit le pouvoir, qu'il n'avait pas voulu remettre à Joyeuse, son ennemi personnel. Il écrivit de Montpellier, le 1^{er} juin 1563, cette lettre curieuse qui achève de le peindre¹. Il y proteste de sa fidélité envers son roi et de la sincérité avec laquelle il a cheminé. Il fit sa paix, en effet, avec Catherine de Médicis ; depuis lors, nous ne le voyons plus sur la brèche. Sa soumission lui valut l'érection de sa vicomté en duché, en mai 1565 (ordonnance de Mont-de-Marsan), et en duché-pairie en février 1572 (ordonnance d'Amboise).

Caylus vint à Uzès, rappela les ecclésiastiques et les catholiques chassés de la ville, les remit en possession de leurs biens, et, après avoir désarmé tous les habitants, il consigna les armes dans la tour du roi. Mais les catholiques n'avaient pas confiance et ils ne se hâtaient pas de rentrer dans une ville toute calviniste.

Henry de Montmorency Damville, second fils du connétable Anne de Montmorency, avait obtenu du roi le gouvernement du Languedoc, que son père avait possédé pendant longtemps. Au mois d'octobre, il vint prendre possession de cette charge, qu'il exerça pendant vingt-six ans avec une autorité presque souveraine. A Uzès on l'attendait dans la terreur la plus

1. *Histoire générale du Languedoc.*

profonde. Il entra dans la ville, escorté de troupes nombreuses, menaçant des peines les plus terribles les habitants et les consuls, s'ils n'exécutaient pas à la lettre tous les articles de la paix d'Amboise, s'ils ne remettaient pas l'église de Saint-Étienne au prévôt du chapitre et s'ils ne réparaient pas les dégâts que l'on avait commencé de faire en avril à la cathédrale, dont Caylus avait arrêté la dévastation et la démolition. Mais ce qui porta la terreur à son comble, ce fut le supplice qu'il fit subir au pasteur Mutonis, qui avait osé lui reprocher la partialité extrême qu'il apportait dans l'interprétation de l'édit en faveur des catholiques. Ce courageux ministre paya de la vie sa noble audace (14 février 1564).

Damville, qui gouvernait « en fureur de jeunesse effrénée » la province du Languedoc, avant de quitter Uzès, mit une garnison de 50 hommes au château du roi, 30 dans le fort Saint-Féréol et nomma gouverneur de la ville Olivier de Thésan. Il remit le fort Saint-Firmin avec une forte garnison entre les mains du prévôt du chapitre, Gabriel Froment, qui se retira dans ce fort, où il se sentait plus en sûreté que dans la ville.

Pour s'assurer de la fidélité des Uzétiens, il fit choisir les consuls par une commission composée du gouverneur, du prévôt du chapitre, du viguier, du juge royal, du receveur du diocèse et de douze notables choisis par eux parmi les plus zélés pour le service du roi et le bien public ¹.

1. Pour plus de sûreté, on leur fit jurer sur la Bible de ne choisir que des hommes fidèles au roi.

Les quatre consuls nommés de cette façon illégale furent : Jean de Bastide, docteur ; Pierre Dangier, marchand ; Simon, chapelier ; Isaac Rey, jardinier.

Ici se place naturellement le récit du voyage du roi Charles IX dans le midi de la France. Le but de ce voyage était l'entrevue de Bayonne avec le duc d'Albe. La cour s'arrêta au château de Saint-Privat, dont Antoine de Crussol fit les honneurs, le 12 décembre 1564, avec beaucoup de magnificence. Après le dîner, on alla visiter le pont du Gard, et le comte fit servir au roi une collation splendide, par des jeunes filles du pays costumées en nymphes, dans la grande grotte qui touche à l'aqueduc romain.

Les députés d'Uzès, Jean de Rossel de Sainte-Anastasia, Mathieu de Bargeton et André de Perrotat présentèrent au roi leurs doléances contre les rigueurs de Damville, gouverneur de la province, mais ils n'obtinrent que de bonnes paroles. On leur fit, cependant, espérer que bientôt ils seraient autorisés à se construire un temple à leurs frais.

En effet, cette autorisation leur fut accordée par une ordonnance royale datée de Toulouse (mars 1565). Nous parlerons plus loin de l'usage qu'ils firent de cette autorisation.

La paix ne pouvait pas durer, les protestants comprenaient qu'on voulait se défaire d'eux, les écraser. Toutes les villes du Midi se préparaient à la guerre. Uzès ne fut pas la dernière. Le 27 septembre 1567, Jacques de Crussol et son frère Beaudiné arrivèrent

en poste de la cour afin de soulever leur ville natale et tous les protestants du Bas-Languedoc.

Deux jours après éclatait à Nîmes, le jour de la Saint-Michel, le 29 septembre 1567, cette terrible émeute que l'on a appelée la *Michelade* et qui fit couler tant de sang dans les rues et surtout dans l'évêché.

À Uzès le sang ne fut pas répandu, mais on sacca-gea les églises, on pilla la cathédrale, l'église Saint-Étienne, le couvent des Cordeliers et l'église Saint-Laurent, attenante à la maison consulaire et qui dut d'être conservée à ce voisinage. (Elle existe encore aujourd'hui et sert de grenier à foin.) Tous les images et ornements trouvés dans les églises furent portés sur la place du costel ou du pilori (aujourd'hui place de la République) et on fit un feu de joie de tous ces tableaux ayant servi à l'idolâtrie papistique. On chassa de nouveau les catholiques et les prêtres. Jacques et Jean de Crussol s'occupèrent de fortifier Uzès et de mettre des garnisons dans les châteaux des villages qui entourent cette ville. Deux points importants furent occupés : le château de la Bastide d'Engras, au nord d'Uzès, et le couvent de Saint-Nicolas de Campagnac au sud, qui commande la route de Nîmes.

Pour fortifier Uzès, il fallait des matériaux. D'Acier ouvrit l'avis de démolir les églises, ce qui devait procurer des pierres en abondance. En effet, le 15 novembre, on commença la démolition de la cathédrale, prise et reprise tant de fois. Les paysans d'alentour furent convoqués afin que le travail marchât plus vite. Deux bandes travaillaient du lever du soleil à midi, deux

bandes de midi au soir¹. Un conseil de défense chargé de se procurer de l'artillerie et des armes s'assembla dans l'église Saint-Étienne, transformée en arsenal. Jacques de Crussol ordonna la saisie des biens ecclésiastiques, la vente à l'encan des meubles et l'imposition d'une somme énorme sur ceux qui refusaient de se convertir.

Le 21 octobre, il fit visiter les fortifications de la ville par un gentilhomme vivarais de sa suite, Guy l'Arbalestrier. Celui-ci fit son rapport, et tout un système de défense fut établi.

L'enceinte était immense, et pour la bâtir les Uzétiens ne suffisaient pas. Mais autour d'Uzès il y a beaucoup de villages dont les habitants prêtaient volontiers leurs concours pour la construction de cette forteresse, où ils devaient trouver un sûr asile quand l'heure de la guerre civile aurait sonné. Et, ce qui est curieux à remarquer, les villages de Saint-Maximin, Collias, Sagriès, Saint-Siffret, Flaux, Saint-Hippolyte, Vallabrix, situés au levant d'Uzès, furent réfractaires aux idées nouvelles. Ceux du côté du couchant, au contraire, les embrassèrent avec ardeur : Arpaillargues, Blauzac, Aubussargues, Saint-Chaptes, Montaren, Serviers, Aigaliers, Foissac, Baron même, aujourd'hui presque tout catholique.

En cas de danger, tous les habitants de ces villages

1. On conserva le clocher, ou tour fénestrale (qui existe encore), soit, comme le veut la tradition populaire à Uzès, parce que la maîtresse de Jacques de Crussol avait intercédé pour elle, soit, ce qui est plus vraisemblable, qu'on voulût l'utiliser pour y mettre des guets qui surveilleraient l'ennemi.

devaient accourir en foule pour garder les murailles nouvellement élevées, et, pour loger toute cette population, on eut l'idée de construire ces arceaux dont il reste à Uzès un si grand nombre encore, quoique on en ait beaucoup démoli pour élargir les rues et assainir la Cité.

On se procura des armes pour tous ces combattants éventuels, on construisit des moulins pour faire de la poudre avec le salpêtre des caves.

La paix de Longjumeau, signée le 25 mars 1568, rendit tous ces préparatifs inutiles. Mais on ne désarma qu'à demi. A Uzès il fallut toute l'influence des pasteurs pour faire accepter cette paix appelée à si bon droit boiteuse et mal assise. Joyeuse arrivait avec de nombreux soldats. Les consuls essayèrent de le rendre propice en lui faisant un brillant accueil. Joyeuse fit occuper les portes par ses hommes, mit une garnison dans les forts et nomma pour la commander les seigneurs de Laval et de Saint-Marcel-d'Ardèche. Il fit rentrer les chanoines proscrits, auxquels il fit rendre leurs biens, et comme la cathédrale était démolie, que Saint-Étienne était changée en arsenal, il fit débarrasser l'église Saint-Laurent et y entendit la messe.

La guerre éclata bientôt. On sait que la cour attaqua la première. Catherine de Médicis avait voulu réaliser les plans que lui avait tracé le duc d'Albe en arrêtant en pleine paix les chefs du parti huguenot. Mais elle ne réussit pas. Ils échappèrent à ses mains

perfides et se réfugièrent à La Rochelle. Cependant le parti semblait singulièrement abattu par cette attaque soudaine (24 août 1568). On disait à la cour qu'il n'y avait plus de huguenots qu'à La Rochelle.

C'est alors qu'on vit s'accomplir la plus belle des actions des frères Crussol, Jacques et Jean, je veux parler de cette marche hardie des rives du Rhône, où ils avaient fait leur jonction avec les Dauphinois et les Provençaux conduits par Dupleix, dit Grémian, jusques sous les murs de La Rochelle, à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, à travers le massif de l'Auvergne et du Poitou. Écoutons le poète populaire chanter nos deux héros :

De maï en maï
E à jamaï
Foou canta las prouessos
Dé Bâoudiné é dé d'Acier,
Dé l'Eternel lous chivaliers,
E d'Uzès la bravo jouïnesso.
De Bay sur Bay jusqu'à Alais,
Per mountagnos é per travès,
Pieï per caoussés, embé fatigos, malivers,
E per lou mitchant téms d'hiver,
Jusqu'aou bel mitan dou Poitou,
A pas dé chin, a pas dé lou,
D'Acier, a soun grand hounou,
N'a counduit uno grosso armado,
D'enfants dé Diou coumpousado.
Quand dinc Uzès faguè battré lou tambour
Per enrroula bons coumpagnouns,
Dé suite, dédins quaouqué jours,
Sé présenté une bono troupo dé lurouns,
Toutés d'Uzès, das envirouns,
Emb' espasos et courcèlets,
Embé picos, embé mousquets,

Per marcha à chival ou à pè,
Tant lous Crussol n'en soun aïmats
E dins lou pays estimats.
D'aquélo bravo jouïnesso,
Qu'a lou suvi n'avié tan presso,
N'en caousigué,
Tout dé suite n'en désigné
Lous pus forts, lous pus dégourdis,
Lous pus zélats, lous pus hardits,
Per sa gardo et per sa cournéto.
Pieï fagué souna sas troumpéto,
E pieï grands plours dé méros, dé filléto,
Pieï adioussias, pourtas vous bén
E coumbatès bravamen.
Quand aquélo bèlo armado,
D'enfants dé Diou coumpousado,
En Poitou séguè arrivado,
N'en ramouchè ben la bravado,
N'en faguè taïsa lou caquet
Das papistos, das fréluquets,
Qué lou du d'Anjou coumandavo.
N'en counta lous beou cops dé lanço
E toutes las aoutros vaillanços,
Surtout aquélos de moussu d'Acier,
Iourié per séca soun gousier,
Sérié à n'en jamaï fèni.
Resto qué quand lous cathoulics
N'en vesien soun estandard
N'en courissien vité à l'escart.
Sus soun drapel a fa pintra
Herculo lou vaillant soulda
Embé sa trico à la man ;
E n'en pico tan é tan
Sus un^r horro é grosso bestiasso
Que n'a de vilènos testassos,
Papos, avesqués é mouïnas
E d'aoutrés capélanas,
Grands énemis de Jésus-Christ
E grands soustens de l'Antechrist

De la papisto religioun
E de sas superstitiouns.
Vivo! Vivo moussu d'Acier,
Lou noblé é bravé guerrier!
Vivo sous bravés coumpagnouns
De nost' Uzès lous bons garçons
Que se soun moustrat de lurouns!

On sait que, malgré ce renfort, l'armée protestante fut battue à Jarnac, où périt le prince de Condé, à Moncontour, où d'Acier tomba aux mains de Santa-Fiore, le capitaine des italiens envoyé par le pape Pie V au secours de Charles IX, avec ordre de ne point faire de quartier aux prisonniers protestants. Santa-Fiore épargna d'Acier, peut-être parce qu'il admirait son courage, peut-être aussi sollicité par la haute influence des Guises, qui avaient des vues sur le chef protestant. Renvoyé sans rançon, on ne le voit plus sur le champ de bataille à la tête des calvinistes. Son frère Beaudiné était mort d'épuisement ou du poison quelque temps avant¹.

Pendant que ces événements se passaient dans le Poitou, Uzès, dépouillé de ses défenseurs naturels, gémissait sous le joug le plus lourd. Le gouverneur établi par Joyeuse traitait les Uzétiens avec tant de rigueur que les plus ardents quittèrent la ville et se joignirent à leurs coreligionnaires de Garrigues, Brignon et autres villages de la Gardonnenque, qui tenaient la campagne, brûlaient les églises et pillaient les villages catholiques. Joyeuse essaya en vain de les réduire. Réunis aux émigrés Nimois, à Saint-

1. Voir *Les commencements de la Réforme à Uzès*, p. 23.

Geniès, et conduits par Saint-Romain, ancien archevêque d'Aix, ils assiégèrent Nîmes et s'en emparèrent. Le 27 octobre, ce chef s'empara de Blauzac et d'Arpaillargues et marcha le lendemain contre Uzès. La vaste enceinte d'Uzès était mal défendue. Effrayés des mouvements des protestants qui étaient demeurés dans Uzès, les soldats de la garnison abandonnent les postes avancés et se réfugient derrière les remparts de la vieille enceinte (marqués encore aujourd'hui par les boulevards qui entourent la ville). Mais les protestants se lèvent en masse, leur courent sus et les obligent à se retirer avec leur capitaine Laval dans le fort Saint-Firmin. Ils investissent le fort, qui capitule bientôt. Mais Laval, craignant à bon droit pour sa vie, avait réussi à s'échapper. Ses exactions et ses cruautés étaient si grandes qu'on l'avait surnommé « lou lou » (le loup). Saint-Romain réorganisa les pouvoirs publics à Uzès, nomma Mathieu de Gondin viguier et rétablit le Conseil des huit, tant détesté des catholiques, qui s'enfuirent à leur tour à Saint-Quentin, Saint-Siffret et même à Avignon. Les revenus ecclésiastiques étaient appliqués à payer les frais de la guerre. Les pasteurs suivaient les armées en campagne, ils faisaient la prière avant la bataille. Dans le récit du voyage en Poitou, un ministre d'Uchaud, du nom de Grenade, exerçait son ministère dans « l'armée des vicomtes », comme on l'appelait. Les pasteurs étaient aussi payés sur les fruits des bénéfices ecclésiastiques.

Coligny était venu se refaire une armée dans le Midi ; il fit son entrée à Nîmes le 10 avril 1570, avec le jeune roi de Navarre, puis il soumit Castillon,

Saint-Hilaire et Théziers, et séjourna à Saint-Privat, où les deux premiers consuls d'Uzès et le Conseil des huit vinrent le saluer. A son départ, il laissa pour gouverneur du pays le sieur de Lacaze-Mirambeau, qui vint à Uzès, où on lui fit grand accueil. Espérandieu, assesseur des consuls, fut chargé de lui faire les honneurs de la ville. Cependant la paix fut signée à Saint-Germain, le 8 août 1570, avec des clauses très favorables aux protestants : liberté de culte presque entière, abolition de tous les torts et quatre places de sûreté : La Rochelle, La Charité, Cognac et Montauban. Les chanoines et les prêtres rentrèrent à Uzès avec les catholiques émigrés. On leur laissa l'usage des églises des Cordeliers et de Saint-Firmin, situées hors de l'enceinte de la ville. C'est à ce moment, sans doute, que doit se placer l'élection de Robert de Girard en remplacement de Jean de Saint-Gelais, évêque déposé. Mais ce prélat ne vint jamais à Uzès, il résida constamment à Avignon.

La paix de Saint-Germain permit aux protestants de s'occuper des affaires intérieures, de l'organisation de l'Église, de l'instruction de la jeunesse et du soulagement des misères nombreuses que la guerre avait causées. Nous verrons cela dans un autre chapitre.

Nous voici à cette terrible date de 1572 et du 24 août.

L'ordre de massacrer tous les protestants était arrivé à Nîmes, le 29 août, et transmis immédiatement à Uzès, avec le récit des horreurs qui avaient marqué d'infamie le jour de la Saint-Barthélémy. Dès que le viguier royal, Louis de Roches, eut reçu la dépêche du juge-mage de Nîmes, Jean de Mont-

calm, il fit appeler Jean de Janas vieux, son lieutenant, et tous les deux se rendirent à la maison de ville pour conférer avec les consuls. De concert avec eux, ils firent fermer toutes les portes de la ville, à l'exception de celle de Saint-Étienne, où se rendit Étienne Folchier, notaire, second consul, avec les quatre haliebardiens du consulat. Ils firent appeler les capitaines de quartier, leur enjoignirent de confier la garde des portes à des personnes sûres avec défense de laisser entrer ou sortir personne et de faire de fréquentes rondes dans les rues.

Le lendemain 30 août, le viguier royal et les consuls convoquèrent un Conseil extraordinaire, auquel ils invitèrent les ecclésiastiques catholiques et les deux pasteurs protestants. Le viguier exposa le but de la réunion et exhorta les habitants, tant catholiques que protestants, à vivre dans la paix et la concorde. Il proposa de prendre une délibération analogue à celle que l'on venait de prendre à Nîmes le matin même ; c'est-à-dire, de tenir les portes de la ville fermées pour empêcher les étrangers d'y entrer et d'engager tous les habitants à demeurer unis. Cette délibération fut prise, et, séance tenante, les membres de l'assemblée, les mains levées à Dieu, jurèrent de conserver les bons rapports qui les unissaient sans distinction de religion.

Un commandant général fut nommé, ce fut de Gondin, et l'on envoya Jean de Froment jeune et Jean de Janas jeune au vicomte de Joyeuse, qui commandait la province et qui était à Béziers, pour lui communiquer les décisions du Conseil.

Ainsi les gens sensés de notre ville étaient d'ac-

cord pour désobéir aux ordres impies d'un monarque insensé, mais les fanatiques n'étaient pas contents de cette attitude des gouvernants de la cité. Trois d'entre eux, le lendemain, parcoururent les rues d'Uzès, en criant qu'on désobéissait au roi et en terminant leurs discours par le cri de : « Vivo la San-Bourtoumiou ». Mais les consuls les firent saisir, jeter en prison et expulser de la ville la nuit suivante.

Joyeuse, averti des sages mesures prises à Uzès par le représentant du roi, les approuva d'autant plus volontiers qu'il venait de recevoir une lettre du roi, datée du lendemain de la Saint-Barthélémy, et qui rejetait sur les Guises l'odieux du massacre et ordonnait à ses sujets de rester paisibles et d'observer fidèlement les clauses du dernier édit de pacification. Aussi remit-il aux délégués d'Uzès une lettre dans laquelle il félicitait les magistrats de cette ville de leur sagesse et les engageait à persévérer. Cette lettre fut publiée à son de trompe, dans les rues de la ville, le 2 septembre 1572.

Mais bientôt arriva une nouvelle lettre du roi, datée du 26 août, où il assumait sur lui la responsabilité du crime. Les Guises avaient protesté contre la première proclamation. Charles IX parlait dans cette lettre d'une prétendue conspiration de l'amiral et de ses alliés, ordonnait que les réformés paisibles ne fussent pas inquiétés, mais que les factieux assemblés en armes fussent réprimés. Au reste, les gouverneurs doivent recevoir directement le surplus de sa volonté. Quelles étaient ces instructions verbales supplémentaires ? Jean de Tavannes affirme qu'il fut mandé aux

viles du royaume de tuer les chefs des factieux¹.

Lorsque Joyeuse communiqua cette nouvelle dépêche, Uzès se révolta. Malgré la défense expresse, des assemblées nocturnes furent tenues et les discours qu'on y entendait étaient bien propres à enflammer le cœur des protestants. Pour la première fois, l'élément populaire relève le drapeau que la noblesse a abandonné. Ce n'est plus d'Acier ou Crussol qui organisent la défense, ce sont les bourgeois, les consuls d'Uzès qui ferment leurs portes et qui décident de se défendre contre le roi, puisqu'il a abusé de son pouvoir et manqué à tous ses devoirs. Le mouvement prenait un caractère de plus en plus démocratique, et la plupart des ministres du saint Évangile prêchaient ouvertement le républicanisme théocratique de la Bible.

Catherine envoya Damville, qu'elle n'aimait guère, dans son gouvernement du Languedoc. Le maréchal fit sa jonction avec le vicomte de Joyeuse au Pont-Saint-Esprit, le 20 octobre, et somma les Nimois d'avoir à se soumettre à son autorité. Mais ceux-ci, loin d'obéir, sortirent de la ville sous la conduite du capitaine Eustaci de Montpellier, marchèrent sur Uzès, où ils furent introduits par les habitants à la pointe du jour, s'emparèrent du fort Saint-Féréol et rançonnèrent les habitants catholiques. Ils ne purent s'emparer du fort Saint-Firmin, où Joyeuse avait mis une forte garnison. Mais ce ne fut que partie remise. Étroitement bloquée, la garnison fut obligée de se rendre.

1. *Mémoires de Tavannes*, p. 388.

Les réformés du Bas-Languedoc formèrent une sorte de fédération républicaine qui choisit pour chef Saint-Chamond, dit Saint-Romain, ancien archevêque d'Aix. A Uzès, le conseil général extraordinaire s'assembla pour mettre la ville en défense contre *les ennemis de Dieu*. Les consuls, assistés de huit conseillers, devaient prendre toutes les mesures nécessitées par la situation. Jean de Gondin fut continué dans ses fonctions de commandant en chef. Il eut pour lieutenants les capitaines d'Entraygue et Merle. On fit publier à son de trompe que tous les habitants zélés pour la religion eussent à se pourvoir de chevaux et d'armes et à obéir au commandant et aux capitaines. On donna aussi avis aux ecclésiastiques, qui étaient rentrés, et aux catholiques qu'ils eussent à partir de la ville dans six jours, sous peine d'être honteusement chassés.

Damville ayant sommé la ville d'avoir à se soumettre, le conseil général, à l'unanimité, lui fit répondre par l'intermédiaire des consuls qu'ils étaient et demeuraient fidèles au roi et qu'ils protestaient d'avance contre toute violence qu'on pourrait exercer contre eux, déclarant que dans ce cas ils en appelleraient au roi tout-puissant, au souverain juge, au Dieu miséricordieux, protecteur et vengeur des opprimés.

Les réformés du Bas-Languedoc renouvelèrent à Anduze le pacte de fédération. On fixa la quote-part des impôts pour frais de guerre qui revenait à chaque viguerie. Celle d'Uzès devait payer 8,300 livres, tandis que Nîmes n'en payait que 7,200. Le quart de cet impôt serait payé par la ville d'Uzès, les

trois autres quarts devraient être levés sur le reste du ressort.

Le conseil décida en outre de saisir les revenus des catholiques absents pour augmenter les fortifications de la ville. On ne laissa ouverte que la porte de la Barrière, la plus facile à défendre, on doubla les patrouilles, on mit vingt-cinq hommes de garnison au fort Saint-Firmin et vingt au fort Saint-Féréol ; on les relevait toutes les vingt-quatre heures.

Le 25 février 1573, on chassa de la ville la demoiselle d'Artigajoux et son fils, convaincus d'être les espions de l'ennemi. Ces précautions n'étaient pas inutiles, car Uzès était serré de près. Au levant de la ville, le village de Saint-Maximin avait donné asile aux catholiques expulsés. De Thésan, seigneur de ce village, essaya de surprendre de nuit le fort Saint-Féréol et d'entrer ensuite dans la ville par le Portalet, qui était relié à ce fort par des chemins couverts. Mais le meunier du moulin de Carrière, nommé Moïse Gratuze, réveillé par le bruit de cette troupe, sauta du lit et courut avertir la garnison. Celle-ci, embusquée derrière les premiers retranchements du fort, accueillit par un feu nourri les assaillants, qui croyaient la surprendre, leur tua neuf hommes, presque tous des Uzétiens bannis, et mit en fuite le reste de la troupe. On voit encore sur le chemin de Gisford les meurtrières d'où partit la fusillade,

La paix fut conclue avec le roi, le 24 juin 1573, non plus par les Châtillons et les Bourbons, mais par des roturiers, les Jacques Henri, les Morisson, les Salbert. Elle fut sanctionnée le lendemain par le peuple rochelais réuni sur le bastion de l'Évangile. Le plein

exercice du culte était accordé aux trois villes de La Rochelle, de Nîmes et de Montauban, avec exemption de garnison ; les gentilshommes ayant droit de haute justice étaient autorisés à célébrer chez eux leurs baptêmes et mariages. Mais le reste des réformés devait se contenter de la liberté de conscience et de l'amnistie pour tout ce qui s'était fait depuis le 24 août.

Mais ce traité fut désavoué et rejeté avec mépris par tous les réformés du Haut et du Bas-Languedoc et de la Guyenne, réunis à Montauban et à Nîmes, avec l'autorisation du roi, pour prendre connaissance du nouvel édit. Uzès était représenté à Nîmes par le pasteur Ézéchiél Sage et par Espérandieu. On renouvela la fédération républicaine déjà ébauchée à la fin de l'année précédente. On forma deux grands gouvernements : la Haute-Guyenne, avec le vicomte Paulin pour gouverneur, et le Languedoc avec Saint-Romain. Montauban et Nîmes étaient les chefs-lieux de ces deux généralités ; chaque diocèse formait un département avec son assemblée trimestrielle et son sous-gouverneur. Tous les six mois les états de la généralité devaient se réunir. Les revenus des bénéfices devaient être saisis et les villes et villages soumis à une cotisation. Les catholiques qui la paieraient ne seraient pas inquiétés. La fédération devait s'étendre au fur et à mesure des progrès de la cause.

Des députés furent envoyés au roi, qu'ils rencontrèrent à Villers-Cotterets, comme il conduisait son frère le duc d'Anjou à la frontière. Ils devaient réclamer que les garnisons des villes qu'ils occupaient fussent payées par le roi, deux autres villes de plus

par province, l'exemption de la dîme, la punition des massacreurs de la Saint-Barthélémy, la cassation des arrêts injustes rendus contre les victimes et la déclaration que les réformés avaient pris les armes justement et pour bonne occasion depuis le 24 août 1572. Comme le disait Catherine, Condé au cœur du royaume, à Paris, avec 50,000 hommes et 20,000 chevaux, n'aurait pas eu l'audace de demander la moitié de ce que ceux-ci avaient l'insolence de prétendre. Malgré sa colère, la Florentine se contenta et renvoya les députés à Damville pour discuter les moyens de pacification.

Arrêtons-nous ici pour enregistrer la mort du premier duc d'Uzès qui était demeuré dans l'ombre depuis qu'il avait fait sa paix avec la reine-mère. Il avait vu son duché érigé par le crédit de l'amiral Coligny en duché-pairie en février 1572, et il avait suivi avec son frère D'Acier le duc d'Anjou devant la Rochelle. La peste cholériforme, dont nous avons parlé plus haut, l'y atteignit et mit fin à sa carrière, si difficile à caractériser.

Jacques de Crussol recueillit sa succession et, comme nous allons le voir bientôt, il suivit la même ligne de conduite que son frère aîné avait suivie dans ses dernières années.

Les négociations avec Damville n'avaient eu aucun résultat. Une nouvelle assemblée générale des réformés se réunit à Milhau, en Rouergue, le 17 décembre pour renouveler la fédération. Uzès y fut représenté par son pasteur Claude Brunyer¹. Cette assemblée,

1. *Bulletin du Protestantisme français*, 10^e année, p. 353.

profitant du mouvement qui s'était produit dans les sentiments de plusieurs grands personnages catholiques, les politiques, s'associa à leurs vues et réclama la convocation des États généraux du royaume.

Damville laissait faire et dire. C'est que lui aussi était singulièrement changé. La reine-mère ne l'aimait pas, non plus que ses frères ; elle essaya de le perdre dans l'esprit de son fils, et ne pouvant y parvenir, elle essaya de le faire empoisonner, ou tout au moins de le faire arrêter en trahison ; mais elle échoua¹. Damville se faisait garder, dit d'Aubigné, par un géant qui coupait un âne en deux d'un coup de sabre et par un loup apprivoisé.

Saint-Chamond, dit Saint-Romain, revenant d'Allemagne, afin sans doute d'y lever des soldats ou d'y recueillir des subsides, passa à Uzès. Les consuls allèrent l'attendre sur la route de Lussan, où il avait couché la veille, 26 décembre, chez le seigneur du lieu, le comte d'Audibert, qui l'accompagna jusqu'à Uzès. Ce seigneur était donc protestant encore, et il avait résisté à la terreur qui en avait fait abjurer de plus grands que lui à la Saint-Barthélémy.

Le 30 janvier 1574, les Uzétiens et les Nîmois, commandés par Denys de Brueys, seigneur de Souvi-gnargues et par le capitaine Rey furent battus par leurs adversaires, les catholiques des villages environnants. Mais, peu de temps après, les Uzétiens prirent une revanche éclatante. Ils s'emparèrent de Saint-Quentin, grand village à 4 kilomètres au nord d'Uzès, ils en chassèrent les soldats du vice-

1. H. Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 376.

légal d'Avignon, qui pillaient les environs et jusqu'aux portes d'Uzès. De là ils les poursuivirent jusqu'à Saint-Laurent et à La Bastide-d'Engras, dont les châteaux servaient de repaires à ces bêtes féroces, et s'emparèrent de ces importantes positions.

En 1574, Henri III était enfin maître de cette couronne qu'il avait tant convoitée. Il ne se hâta pas d'en venir prendre possession. Il s'échappa comme un voleur de son palais de Varsovie, et, n'osant traverser l'Allemagne où il avait été si mal reçu à son premier voyage, il passa par Venise, où il s'attarda de longs mois dans les plaisirs. Sa mère, investie de la régence, eut enfin la liberté d'assouvir sa haine contre Damville. Elle tenait déjà dans un cachot le maréchal de Montmorency, son frère aîné, elle voulut s'emparer du cadet. Mais Damville se mit sur la défensive à Montpellier, s'aboucha avec les députés des réformés réunis de nouveau à Milhau, en Rouergue, et se fit reconnaître par eux gouverneur du Languedoc. En même temps s'était formé un tiers parti, également éloigné du fanatisme des deux extrêmes, qui ne poursuivait que le rétablissement de la paix et des libertés nationales et qui s'inspirait des idées du chancelier de L'Hôpital. Damville était le chef de ce parti dans le Midi. Mais il hésitait à se déclarer ouvertement rebelle. Il alla au-devant du roi à Turin. Le duc de Savoie, son parent, voulut le faire rentrer en grâce auprès de Henri III ; mais, bien loin de lui rendre sa faveur, celui-ci voulait le faire arrêter, et il l'eût fait sans l'énergique opposition de Emmanuel Philibert. Damville, de retour en Languedoc, signa le pacte d'alliance avec les confédérés

huguenots et les politiques et publia un manifeste où il déclarait qu'il poursuivait la protection des sujets de la couronne de l'une et de l'autre religion et la restauration de la religion de l'État par le moyen du concile général ou national et des États-Généraux.

La réponse du roi fut la destitution de Damville et, à sa place, la nomination du vicomte de Joyeuse, dans le Haut Languedoc, et duduc d'Uzès, dans le Bas Languedoc.

Ainsi, un Crussol venait détruire ce que les Crussol avaient tant contribué à édifier et lui particulièrement Jacques de Crussol, le fameux baron d'Acier. Aussi, quand cette nouvelle arriva dans notre ville, elle fut accueillie par une explosion véritable de malédictions et de sarcasmes. On chantait :

Aco n'es cla Jacqué n'a fa la virapasso
L'Eternel n'a abandouna
Per servi la vieïo bagasso.
Es ségu, sa casaco a vira.
A quita la raoubo dé puréta.
San vergougno n'en trahis
Sous anciens é bons amis.
Trés dé sous fraïrés morts ou murtris
Per ordré dé la Médicis
Es pas digné dé soun rénoun
E n'en mascaro ben lou noum
D'aou famous baroun d'Acier,
La flou das bravés chevaliers.
Aro qué n'es lou du d'Uzès
Sé n'en counduis tout de travès.
N'es pas pus que moussu Jacques
Qué dos femélos ménoun per lou nas,
Sa fenno l'a ensourcela
E Catarino l'a fada.
Sé dis qué ven en d'uno armado,

Qué Médicis, fino rusado,
N'en faï pertou publia
N'estre per pacifia.
Mais aco n'es qu'uno sournéto
Que moussu Jacqué nous répéto,
Maï lou vraï, lou fin d'aou mot
Per quaou n'es pas baou ou chot
N'es qu'aquélo grosso armado
N'en ven contro Montmorency,
Contro sous alias et amis,
Tan proutestans qué cathoulis,
Armas per défendré lou peïs,
Téné testo as Guizas, as Médicis.
Nosté du n'en ven doun servi
Lous Guizards é uno fennasso,
Uno couquino, uno mascasso,
Qué n'en haïs Montmorency
Per sous ordres n'avèdré accomplis
Contro aquest pauro peïs.
Nosté du d'aquélo coumissioun,
Qué n'es pas que traïssoun,
Sé n'es carga embé plèsi
Per n'aïma pas Montmorency
Per estré d'el envejous
E dé sa cargo ben jhalous.
Aoussi sa vilèno counduito
Contro el n'enbando é n'irrito
Tout lou peïs, é d'Uzès lou Counsula
N'a déjha délibéra é tout d'uno vouès arresta,
A grands applaudissomens
Dé toutés lous bravés gens,
Qué sé sé présentó à nostos portos
Embé madamo, embé l'escorto,
Qué lur séran fermad' al nas,
Coumo traïté é coumo Jhudas.

Ainsi fut fait, et Crussol en fut réduit à établir sa résidence à Avignon, d'où il étendait ses opérations jusqu'à Uzès. Il s'empara de Saint-Maximin. Les

protestants, de leur côté, assiégèrent Saint-Siffret, village au nord-est d'Uzès, à 4 kilomètres, où les chanoines, on s'en souvient, avaient établi leur résidence et d'où ils furent expulsés par les Uzétiens vainqueurs. Le château de Verfeuil fut aussi pris d'assaut par les réformés, malgré les efforts du baron de Combas.

La guerre n'en continua que plus acharnée. Jacques de Crussol campait, avec une nombreuse armée de reîtres et de suisses, entre Aramon et Montfrin. Il détacha quelques compagnies pour aller punir les Uzétiens qui lui avaient fermé la porte au nez comme le dit le poète patois.

Une nuit des derniers jours de janvier 1575, trente arquebusiers de ces compagnies furent introduits dans le fort Saint-Firmin par Dominique Roch de Mende, auquel le commandant de la ville, Guiguerie, en avait confié la défense. Ils en expulsèrent les hommes de la garnison qui ne voulurent pas se ranger sous la bannière du duc d'Uzès. Les consuls, avertis par les fuyards, firent saisir Guiguerie, lui firent subir un long interrogatoire et l'expulsèrent de la ville pour calmer l'exaspération des habitants qui réclamaient sa tête. Puis on doubla la garde du fort Saint-Féréol, composée entièrement des habitants d'Uzès, car on se méfiait des mercenaires à la solde de la ville. Deux cents arquebusiers à pied, quinze à cheval et trois canonniers composaient cette armée permanente sur laquelle les bourgeois ne se reposaient plus aussi volontiers du soin de défendre la ville depuis la trahison de Roch et de quelques-uns de ses arquebusiers. L'un des frères Merle fut pré-

posé au commandement de Saint-Féréol. Puis, hommes, femmes et enfants se mirent à l'œuvre pour élever des barricades au nord de la ville, du côté de Saint-Firmin. On avertit Damville et Saint-Romain qui envoyèrent un corps de troupes, une couleuvrine et des munitions, grâce auxquelles on put bientôt s'emparer du fort Saint-Firmin et de Dominique Roch, qui paya de sa vie sa lâche trahison.

Ce furent là tous les exploits du duc d'Uzès dans les environs de sa ville natale ; la victoire ne l'avait pas suivi dans le camp des catholiques. Ravager les campagnes, brûler les blés dans les aires de Nîmes, c'était ses plus hauts faits d'armes. Aussi, quand le 17 juin 1575 la paix de Monsieur fut signée, se hâta-t-il de quitter la province, où il était aussi détesté des catholiques que des protestants.

San fanfaro é san troumpéto,
E sas braïos ben maou nêtos,
Ben bassos sas oureilles et sa...,
Nosté du retourno à Paris
Per l'ordré de la Médicis,
Sé îe ren vraï conté d'aou peïs,
Ié déou diré qué la fusado
Dé maï en maï es embouillado.
Sé n'en dis que moussu Jacques
N'es capot é malaoutas,
Dé soun coumandomen maï qué las.
Aco sé créi facilamen,
Car dins soun générala
N'a pas brilla
D'un gros escla ;
El qué quan èro moussu d'Acier
N'èro un tan loyal chivalier,
Tan générous é tan vaillan,
Sé n'es coundu coumo un brigand.

Sous grands exploits sé soun bournas
A faïré pilla é brula
Las aïros, las pasturos é lous blas,
Lous oustaou desmantéla,
Las campagnos ravajha,
Lou paouré puplé rançouna
Per sous reïtres, sous lansquenets
E la bando dé maris sujets
Qué lou cardinal, viço légat,
Ié fasié passa d'aou countat.
Quan Danvilo n'a vougu coumbattré,
Sé n'es toujours laïssa battré,
N'es esta toujours esquina,
Maougré soun maï de souldats;
N'a fa grand bru é grand tapajhé
Per quaqué traço de vilajhé,
Qué n'a prés, qué n'a fourça,
Tout aco aoutan facilamen
Qué l'on n'en copo lou froumajhé.
Aqui ben cla ben netomen
Cé qué moussu lou du n'a fa
Penden soun générala,
Soun tan gran coumandamen,
Aco n'a fa diré din lou peïs
As proutestans, as cathoulis,
Qué n'èro pus lou famus d'Acier,
Mais ben un général dé papier.
Sé n'es tan fa houni é mesprisa
Per lou grand maou qué nous a fa,
Qué la vergougna, lou despié
N'ian douna longuo malaoutié,
Qué n'es pas encoro ben gari,
A maï qué n'en siégué parti.
Quan Uzès ié barré sas portos,
Maougré ménaços é l'escortô
E lou fourcé à se révira,
Dins Avignoun ané résida.
Ben longten ié gardé lou lié
A résoun dé sa malaoutié;

Malaoutié qué n'a persista,
E n'a pas vougu céda
A toutos las ouraisouns,
E ciejhes e proucessiouns,
Qué per el à soun intentioun
Fasié faïré lou cardinal
Per gari soun général.
N'en ségué pas maï d'uno vesito
Qué n'en fagué à Roquefort
La vierjho, las famososos reliquos
N'en chanjhèroun pas soun sort.
La fèbro sé mouqué d'élo,
E das messos, ciejhos é candèlos.
Jacques n'a lou sen perdu,
Aco n'es cla, n'es ben segu,
Per creïré qu'un ciejhe dé bos,
Quaouqués flouqués dé vieïs os,
Toutas las papistos rubricos
Piescoun gari fèbr' é coulicos.
S'èro pas un bajhanel,
Un rénégat, saouprié qu'aquélos praticos
Soun maouditos dé l'Eternel.
N'aourié jujha, n'aourié vis
Qu'es lou bou Dioou qué lou punis
Per l'òrré é grand peccadas
Dé s'estré fa traité é jhudas,
D'avedr' imita Saloumoun,
Aquel reï d'un tan grand rénoun,
Qué per n'escouta sas fumellos,
S'estré laïssa gagna per élos,
N'abandoné sa réligioun,
E per Baal é per Mammoun,
E per l'abouminatioun.
Maougré sas faoutos, sous peccadas
N'en foou plagné lou paouré Jacques.
Ben ségu n'aïmo encaro Uzès,
Coumo la villo ount' es soun brès,
Ount' a passa si jouïnes ans,
En jorgan, en foulastréjhan.

Qu'encaro n'es un proutestan
Aou foun de son cor.
E qu'aou séra jusqu'à la mor,
Maougré Médicis é François,
Aquélos dos finos grivoisos.

Nous n'avons pu résister au plaisir de citer cette longue chanson, qui nous montre les pensées des Uzétiens sur leur duc, et qui nous raconte son insuccès dans le camp catholique. Pour nous, cet insuccès est dû à ce qu'il n'avait plus auprès de lui son frère, Beaudiné, pour le conseiller et le guider.

La paix de Monsieur, 6 mai 1576, accordait le libre exercice du culte partout, excepté à Paris; elle légitimait le mariage des prêtres et des moines, créait des chambres mi-parties, désavouait la Saint-Barthélémy, octroyait des places de sûreté aux protestants et aux catholiques unis et promettait la réunion des États-Généraux avant six mois. C'était trop pour que ce fût bien sincèrement accordé. La Ligue venait de se constituer; on sait quels étaient ses principes, son but avoué et son but caché. Sous la pression de ce pouvoir occulte, le misérable roi, qui s'avalissait tous les jours davantage, retira son édit, et la guerre civile recommença. Damville vint en personne à Uzès passer la revue des fortifications et des troupes des châteaux de Saint-Siffret, de Montaren, de Serviers, de La Bastide, de Saint-Maximin, de Blauzac, du poste de Saint-Nicolas-de-Campagnac.

Pour tenir leur zèle en haleine, il dépêcha quelque temps après son propre frère, de Thoré, qui avait embrassé le protestantisme à Genève. Les habitants d'Uzès et des villages voisins se plaignirent à lui des

garnisons établies dans les forts des villages environnants, qui pillaient et dévastaient les campagnes et faisaient plus de mal que l'ennemi. Ils demandèrent qu'on démantelât la plupart de ces forteresses, plus nuisibles qu'utiles à la cause. Thoré se rendit à leurs justes demandes et les paysans eurent bientôt rasé ces repaires de brigands.

Catherine, ne pouvant venir à bout des Montmorency, essaya de les attirer dans son parti. Elle relâcha les deux frères de Damville qu'elle avait longtemps gardés dans les fers, flatta sa femme, qui ne pouvait souffrir les réformés et particulièrement ceux d'Uzès, qui lui avaient fermé leurs portes dans un voyage qu'elle fit de Beaucaire au château de Theyrargues, près Rivière (sur la Cèze), où résidait son père, ardent persécuteur des huguenots.

Sous cette influence, le maréchal penchait de plus en plus à faire sa paix avec le roi. Il devint suspect aux chefs des réformés qui rompirent avec lui. Vainement une assemblée réunie à Lunel¹ essaya de s'entremettre et de ramener le maréchal par la douceur; tout fut inutile. Damville publia un manifeste, où il exposait ses griefs contre les réformés, et entra en campagne contre eux. Son lieutenant Bellegarde vint jusqu'aux portes d'Uzès, s'empara de Blauzac, mais il en fut chassé bientôt.

A la tête des protestants, Damville fut remplacé par son frère Thoré et son neveu, de Châtillon, fils aîné

1. Les députés qu'Uzès envoya à Lunel furent : Nicolas Froment, premier consul; Jean de Janas jeune et Luc Reboul, l'un des pasteurs. Le premier consul fit partie de la députation envoyée à Damville.

de Coligny. La guerre prenait un caractère de plus en plus sauvage. Bellegarde et Damville brûlaient les blés dans les campagnes et faisaient pendre aux arbres tous les protestants qu'ils prenaient les armes à la main. Aussi la terreur était à son comble. Le Consistoire ordonna des prières publiques et un jeûne solennel de deux jours, pour fléchir le courroux du ciel.

On appela le capitaine Merle, qui guerroyait en Gévaudan, au secours de sa patrie. Mais il ne put se rendre à cet appel. Il envoya à sa place deux de ses frères et cent vingt Uzétiens de sa troupe. Jeanot Merle eut le commandement du fort Saint-Firmin et André Merle, surnommé « Briso-Campano », celui de Saint-Féréol. Les soldats de Bellegarde essayèrent de brûler les moulins à foulon et les moulins à blé de la ville, mais leur entreprise fut découverte par un poste de soldats, établis au moulin du sieur Bargeton, qui les reçurent à coups d'arquebuse. Briso-Campano accourut au bruit de l'arquebusade du fort Saint-Féréol, qui commande ces moulins, et força l'ennemi à prendre la fuite, après avoir perdu deux hommes et un cheval (17 septembre 1577).

La paix de Bergerac ne fut pas acceptée à Uzès. On refusa de désarmer. On ne croyait pas à la sincérité du roi. Les réformés ne voulaient pas abandonner leurs places fortes jusqu'à ce qu'on leur eût donné des garanties plus rassurantes. Les lieutenants du roi cherchèrent à surprendre ces places qu'on refusait de leur rendre de bon gré. D'autre part, il s'était formé une classe d'hommes qui vivaient des souffrances publiques. C'étaient les soldats, les aventuriers qui, à la

faveur de la désorganisation générale, reprenaient les mœurs atroces des roturiers du XIV^{me} siècle. Les montagnes de l'Auvergne, du Dauphiné, des Cévennes étaient occupées par des bandes de brigands, dont la plupart avaient arboré la bannière de la Réforme, et que l'on n'osait pas désavouer. Ces bandes ne se souciaient pas d'abandonner leurs repaires. L'évêque de Valence, le vieux Montluc, eut beaucoup de peine à faire conclure un accord entre les partis pour l'observation de la paix et la répression des brigandages (avril 1578)¹.

En revenant de conférer à Nérac avec son gendre, Catherine de Médicis, pour gagner du temps, parcourut les principales villes du Midi. Elle vint à Nîmes. Les consuls d'Uzès lui avaient écrit à Toulouse pour obtenir d'elle les meilleures conditions possibles. On ne tint pas compte de leurs réclamations.

L'année 1579 fut marquée par une assemblée politique des réformés à Anduze. Uzès y fut représentée par Jean de Janas jeune, premier consul, et Salomon de Frigoulas, l'un des pasteurs (22-26 novembre).

En 1580, Damville, devenu duc de Montmorency par la mort de son frère aîné, fit son entrée à Uzès, où il n'était pas venu depuis qu'il avait abandonné le parti huguenot. Il fut reçu très froidement par la population et par les consuls. Il ordonna de laisser rentrer les catholiques, de leur rendre leurs biens et menaça des peines les plus rigoureuses ceux qui n'observaient pas les conditions de la paix de Bergerac. Mais ces menaces étaient vaines. Les catholiques,

1. Henri Martin, t. IX, p. 469.

les premiers, violaient la trêve. En avril, le capitaine Rey de Castillon, dit « lou Bagnoulen », s'empara du château de Serviers, mais il fut tué sur la brèche d'un coup d'arquebuse. Les catholiques étaient en armes à Remoulins, à Castillon, à la Calmette. Il était important de faire bonne garde si l'on ne voulait pas que la ville fut prise d'un coup de main. Mathieu de Gondin veillait attentivement. Il fit la revue des armes de la cité et de l'artillerie, ordonna aux habitants valides de se procurer de la poudre, et, comme c'était l'époque de la moisson (juillet 1580), il fit porter les gerbes aux aires de la ville à l'intérieur des fortifications. Enfin, il s'adressa à son vieux compagnon d'armes, Mathieu Merle, qui lui envoya quinze arquebusiers sous les ordres de Jean de Virgili et de son frère « Briso Campano », dont nous avons déjà constaté la vigilance et les exploits.

Puisque ce nom de Merle revient sous notre plume, disons ce qu'était ce partisan fameux. Il naquit à Uzès en 1548 dans le faubourg de Villeneuve, aujourd'hui la petite bourgade, dans une maison qui s'appelle encore « le Merle ». A 20 ans, il s'engagea dans les gardes de Jacques de Crussol, et fut du grand voyage du Poitou avec de Gondin. Après la Saint-Barthélémy, loin de se laisser abattre par l'assassinat de son maître, le comte de Peyre¹, et la défection de son ancien chef, il commença cette guerre de partisans dans les montagnes de l'Auvergne, où il se rendit si redoutable que son nom seul semait au loin l'épouvante.

1. Beau-frère de Jacques d'Acier.

« Nous avons Merle, écrivait le duc de Montpensier à un autre aventurier, il est un peu délabré d'hommes, mais avec lui j'attaquerais l'enfer, fût-il plein de 50,000 diables. » La guerre impitoyable qu'il faisait aux catholiques explique le jugement sévère que leurs historiens ont porté sur lui.

Notre sujet ne nous permet pas de nous étendre sur le compte du capitaine Merle, qui devint baron de Lagorce et de Salavas, en récompense de ses exploits dans les guerres civiles. Henri-IV lui rendit un bon témoignage en l'appelant « mon fidèle et aimé compagnon ». Au mois de novembre, Henri de Bourbon, prince de Condé, qui résidait à Montpellier, visita Uzès où il fut bien accueilli. La paix de Fleix (26 novembre 1580), publiée à Uzès le 5 janvier 1581, ne fut pas de longue durée. L'évêque Robert de Girard fut rappelé d'Avignon, mais, comme il voulut faire de la propagande aux élections consulaires, il fut insulté et obligé de retourner à Avignon d'où il ne sortit plus.

En 1582, les ligueurs s'emparèrent du château de Sainte-Anastasie. Montmorency, supplié de faire exécuter l'édit de pacification, envoya l'enseigne de ses gardes, Miguel. Mais les consuls envoyèrent les capitaines Gondin, César de Roche et Jean de Rossel, seigneur d'Aubarne, Jean de Janas et 150 hommes avec Alix et Privat, envoyés par les consuls de Nîmes. Après un long siège, le château fut pris. Le conseil d'Uzès, pour mettre un terme au danger que cette place forte, qui commandait la route de Nîmes, pouvait faire courir à la ville, si elle tombait de nouveau aux mains des ligueurs, demanda qu'elle fût

démantelée ainsi que les châteaux de Goudargues, Saint-Jean-de-Marvéjols, Serviers et d'autres, qui étaient de vrais repaires de brigands.

On fit de grands préparatifs de défense. On répara les portes de la ville, les remparts. On ramassa du salpêtre pour faire de la poudre. On fit un règlement militaire très sévère que tous les habitants jurèrent d'observer. Les charges de ces pauvres Uzétiens étaient très lourdes, la guerre ruinait la campagne; la peste vint joindre ses horreurs à celles de la guerre. La foire de la Saint-Firmin, le 11 octobre, ne put se tenir. Les pestiférés étaient relégués à l'aire de Saint-Féréol, et ils excitèrent même une émeute, où le consul Jean de Janas manqua perdre la vie. Il ne dut son salut qu'à son sang-froid, à sa fermeté et à son courage.

Les ligueurs, au mois d'octobre 1585, s'emparèrent du château de Collias, appartenant à Diane d'Albenas, femme de Jean de Trémolet, baron de Montpezat. Postés à Collias, les ligueurs menaçaient Uzès; il était urgent de les en déloger. On s'adressa à Montmorency qui envoya Lecques, son maréchal de camp, et un corps considérable de bonnes troupes. Uzès et Nîmes s'étaient chargés de les ravitailler. On mit à Sanilhac, à Sagriès, à la Buissière des troupes d'observation. On fortifia le couvent de Saint-Nicolas-de-Campagnac, qui commandait le pont de la route de Nîmes. Paul Capieu, d'Uzès, était chargé de la défense de ce poste important. Le château de Collias finit par succomber.

En août 1587, les ligueurs s'emparèrent de Vers, Pouzillac, La Capelle, et, comme les catholiques

d'Uzès se réjouissaient de ces succès, on les désarma, on chassa les suspects, on leva une compagnie de cent hommes de pied et de cinquante à cheval, le tout entretenu et nourri par les habitants ou les revenus des biens ecclésiastiques. Le commerce était ruiné, les campagnes étaient dévastées par les gens de guerre et laissées en friche par les habitants, qui se retiraient dans l'enceinte des villes avec leurs familles et ce qu'ils avaient de plus précieux pour échapper au pillage. On envoya des députés à Montmorency pour se plaindre de ses soldats, mais il ne tint aucun compte de ces plaintes.

Après la victoire du roi de Navarre à Coutras, Mathieu Merle vint réclamer des subsides en son nom à l'assemblée de Montpellier; 20,000 écus lui furent accordés. Le colloque d'Uzès eut pour sa part 5,677 écus à payer.

Les ligueurs ayant repris le fort de Sainte-Anastasia en 1588, Châtillon, le fils aîné de l'amiral Coligny, les attaqua et les chassa en deux jours. Collias capitula aussi le 29 avril entre les mains du capitaine Ravel, père de l'un des pasteurs d'Uzès.

Peu de temps après, Henri III mourait assassiné.

Le Bas-Languedoc se soumit volontiers à Henri IV. Mais la Ligue n'avait pas désarmé. On sait ce qu'il fallut d'habileté, de courage et de persévérance chez Henri, ses capitaines et ses soldats pour conquérir la couronne que laissait vacante le dernier des Valois. Les victoires d'Arques et d'Ivry, le terrible siège de Paris, et surtout le saut périlleux, comme le roi appelle cyniquement son abjuration, purent seuls lui ouvrir sa bonne ville de Paris, qui valait bien une

messe, à son compte, et le faire monter sur le trône de France si branlant et si peu solide.

La Ligue n'avait pas désarmé dans le Bas-Languedoc et les protestants étaient encore assaillis et persécutés comme aux mauvais temps des Valois. La cour du présidial de Béziers avait condamné à l'amende un ministre qui avait baptisé à la campagne près de Montagnac. On mit en prison un religionnaire qui avait chanté un psaume en français. On s'en plaignit à Montmorency, mais il n'en tint aucun compte. On décida alors à Montpellier que les trois villes d'Uzès, Nîmes et Montpellier demeureraient réunies, qu'elles s'adresseraient au roi lui-même, Henri IV, non encore reconnu, qu'on se garderait contre Montmorency.

Aux États de Pézenas, Damville, qui venait d'être fait connétable, lut une lettre du roi annonçant son abjuration du protestantisme (25 juillet 1593). Cette abjuration ne contenta personne.

A Uzès, à la fin de novembre, des catholiques fanatiques, pour narguer les protestants, jetèrent pendant la nuit dans le cimetière de Saint-Julien¹, appartenant aux protestants, deux chats et un chien morts et suspendirent sur la porte de l'enclos du temple la tête d'un âne, mort depuis plusieurs jours. Les consuls firent enquête, mais en vain; on ne découvrit pas les coupables. On en référa au duc de Ventadour, qui commandait à Montpellier et qui ne fit aucune réponse.

1. Les casernes actuelles ont été bâties sur l'emplacement de ce cimetière; les protestants en avaient un autre au quartier de l'hôpital actuel.

Pour se venger de l'injure grossière faite à leurs morts et au lieu de leur culte, des protestants insultèrent deux chanoines, qui se rendaient à la messe de minuit de Noël (24 décembre 1593) et maltraitèrent le chantre Agricola Zinga, qui les accompagnait. Le prévôt du chapitre porta plainte aux consuls, et en écrivit longuement au duc de Ventadour, qui ne donna pas à sa plainte plus de suite qu'à celle des protestants.

Les membres du clergé catholique étaient rentrés dans Uzès. L'évêque ne résidait pas, mais il était représenté par ses vicaires généraux, qui firent assigner les consuls, le conseil de ville et les habitants sur le fait de la démolition de la cathédrale, de l'évêché, du cloître des chanoines. Ils se firent rendre Saint-Étienne¹, Saint-Laurent, l'église et le fort de Saint-Firmin.

On le voit, les querelles n'avaient pas fini avec l'avènement du Béarnais, et son abjuration avait plutôt compliqué que simplifié la situation des deux partis. Pour calmer l'intolérante majorité catholique et la minorité protestante, exigeante et méfiante, le roi crut que l'édit de Nantes pourrait suffire. Cet édit, qualifié de perpétuel d'irrévocable, ne dura pas même cent ans, promulgué par le grand-père en 1598, il fut révoqué par le petit-fils en 1685. Il avait été arraché à Henri IV par les assemblées politiques protestantes qui défendaient le droit des réformés pied à pied².

1. Saint-Étienne était désaffecté, ayant servi d'arsenal pendant les guerres de religion. On n'officiait qu'à Saint-Laurent, qui était suffisamment grand pour le petit nombre des catholiques.

2. Les assemblées politiques étaient au nombre de dix, une par cir-

Laurent Brunyer, pasteur à Uzès, prit une grande part aux négociations que la cour avait ouvertes avec ces assemblées. Il fut député aux synode de Saumur, puis à l'assemblée de Loudun, transféré à Vendôme, et puis à Chatellerault. Henri IV, après bien des hésitations, signa enfin à Nantes l'édit prétendu perpétuel et irrévocable. Laurent Brunyer fut avec Chamier un des quatre délégués qui reçurent cet édit et ils le portèrent au synode national de Montpellier, 1598, en faisant entendre que, faute d'une bonne union et intelligence, on n'avait pas obtenu tout ce qu'on aurait pu obtenir pour la liberté et la religion, le jugement des causes et la sûreté de la vie. Le synode protesta vouloir observer étroitement et mieux que ci-devant l'union jurée et signée à Mantes.

Le 4 janvier 1600, jour de marché, les quatre consuls, en robe et chapeau rouge, escortés des trompettes et des haliebardiens de la ville, proclamèrent cet édit, qui venait d'être enregistré par le Parlement de Toulouse. Le soir, les deux commissaires du roi, suivis des consuls, conseillers politiques, officiers royaux, viguier, lieutenants de juge, juge ducal, du duc et de l'évêque, se rendirent à la grande place publique, firent lire l'édit, et le firent jurer aux habitants. Les consuls en prêtant serment ajoutèrent :

conscription ; elles nommaient chacune un député pour le conseil général, qui se composait de quatre gentilshommes, quatre membres du tiers et un pasteur, et, quand on tripla le conseil général, de douze nobles, douze membres du tiers et six pasteurs. Le président était laïque, le vice-président ecclésiastique. Il se renouvelait par moitié tous les six mois. Au-dessous était le conseil provincial, de cinq à sept membres, pris dans les trois ordres, un gouverneur de place et un pasteur.

« qu'ils l'observeraient avec et conjointement et inséparablement des articles secrets et brevets qui en dépendaient et les complétaient, en faisaient une partie essentielle et intégrale et encore sans préjudice des remontrances faites au roi par les Églises réformées de France ».

Les catholiques ne perdirent pas de temps pour réclamer tous leurs droits et au-delà. Robert de Girard, évêque d'Uzès, avait fait des démarches pour faire nommer consuls des catholiques. Ses intrigues tournèrent mal et il fut obligé de regagner Avignon. On intrigua auprès du roi et on obtint de lui des lettres royaux au connétable de Montmorency, gouverneur du Languedoc, admettant les catholiques au consulat et au conseil renforcé. A Uzès, on décida de passer outre et, cependant, on députa en cour le pasteur Laurent Brunyer, qui obtint en effet que les choses resteraient en l'état.

La paix est conclue, les guerres de religion sont terminées. Uzès reste maintenant dans l'ombre et ne prend part à aucun des soulèvements qui auront lieu sous le règne de Louis XIII.

Aucun fait important n'eut lieu dans notre ville ni dans ses environs jusqu'à l'assemblée politique tenue à Uzès le 10 septembre 1627, et où fut agitée la question des secours à porter aux Rochelois et de l'alliance à faire avec l'Angleterre. La notion de patrie était encore bien obscure, et il ne faut pas que les descendants des ligueurs qui voulaient vendre la France à l'Espagne trouvent à redire aux protestants qui ne savaient où se prendre pour résister aux persécutions du roi, fils de celui qu'ils ont mis sur le

trône. Au reste, ces projets tombèrent à l'eau. Rohan voudrait bien continuer la lutte, mais il sent qu'on l'abandonne, qu'on refuse au moins de le suivre, qu'on est las, et qu'on veut rentrer dans l'ordre. Il y avait bien encore les *fous du synode*, comme on les appelait autrefois. Mais Rohan lui-même les trouve excessifs, et un jour il dira à l'un d'eux, Jean de Croy¹, pasteur à Nîmes et plus tard à Uzès : « Vous n'êtes tous que des républicains et vos peuples des séditeux, j'aimerais mieux conduire une assemblée de loups qu'une assemblée de ministres ! »

Le duc de Rohan, le dernier défenseur du protestantisme, l'émule et l'héritier de Coligny, des Duplessis-Mornay, des Sully, ne doit pas porter seul la responsabilité de cette transaction dernière. Il ne traita qu'avec l'assentiment des assemblées protestantes. Il obtint tout ce qui était possible d'obtenir. Il avait accompli dans les dernières campagnes des prodiges de valeur et d'activité. Lorsque, au commencement de 1629, le Haut et le Bas-Languedoc furent envahis par une armée de 50,600 hommes commandés par le roi et Richelieu revenant victorieux d'Italie, il était impossible de résister dans les conditions où se trouvait Rohan.

La ville de Privas venait d'être prise d'assaut et la garnison passée au fil de l'épée, ce qui glaçait bien des courages. Alais venait de capituler ; Nîmes et Uzès étaient bloqués, Montpellier avait une garnison catholique, La Rochelle avait capitulé l'année précédente. Le pays de Castres et de Montauban, qui tenait

1. D'autres disent Jean Faucher.

encore, était pillé et ravagé par une autre armée royale, qui coupait en deux et annihilait les forces de l'armée protestante.

Rohan n'avait pour lui que quelques petites places des Basses Cévennes, du Rouergue et encore était-il loin d'y régner en maître !

Toutes les populations, travaillées par les agents habiles de Richelieu, ne songeaient guère qu'à faire leur paix avec le roi et le cardinal. Il y a là des détails navrants dont nous parlent les mémoires de Rohan.

Et c'est ce qui lui fit hâter la conclusion de la paix générale, préférable et plus sûre que des édits particuliers.

A Uzès, on était d'abord décidé à se défendre à outrance, mais l'arrivée de l'armée royale à Saint-Chaptes, à 9 kilomètres de la ville, la vue de ses fourrageurs et de ses canons, les récits qui arrivaient de Privas et d'Alais, terrorisent les habitants qui demandent à capituler. On s'assemble à l'hôtel-de-ville et l'on décide de s'adresser au duc d'Uzès et de le prier d'intercéder auprès du roi en faveur de ses concitoyens.

Le duc, prudemment, avait quitté Uzès, soit pour fuir le siège, soit qu'il craignît l'effervescence populaire, si Uzès se décidait à soutenir les attaques de l'armée royale, et qu'on n'essayât de se venger sur lui du mal que ferait l'armée de Louis XIII. Il s'était retiré à Pognadoresse, dont le seigneur était vassal d'Uzès. C'est là que vint le trouver une députation des consuls d'Uzès. Les archives municipales nous racontent les choses tout au long. Le duc se rend à Uzès le 1^{er} juillet, et de là à Saint-Chaptes, et intercéde auprès du roi en faveur de la ville. Mais

Louis XIII, inexorable, déclara qu'il entrerait à Uzès par la brèche, puisqu'on avait refusé d'ouvrir les portes à ses troupes.

Le 2 juillet, le roi vint coucher à Collias ; il s'y trouvait mieux qu'à Saint-Privat, parce qu'on y avait un meilleur esprit et plus de dévouement.

Le 3, il fit passer le Gardon à son armée ; il profita des entailles que Rohan avait faites aux piliers des arches de l'aqueduc romain, pour que son artillerie put passer à dos de mulet, et il alla camper à Bezouze.

Le 7, il reçut à Saint-Privat, dans la chambre qui porte encore le nom de Louis XIII, les députés et les otages de la ville de Nîmes en garantie de la foi jurée.

Ainsi se termina dans le château, si longtemps le refuge des prophètes, cette période mémorable de notre histoire, et la victoire de la monarchie sur ce grand parti religieux, dont les malheurs des temps avaient fait un parti politique, un État dans l'État, parut ne rien coûter à la liberté de conscience.

Le 10 juillet, le roi fit son entrée dans Uzès, par l'ancienne route de Beaucaire, aujourd'hui chemin de Gisford ou de Carrière. Il avait envoyé un régiment de ses gardes occuper le fort Saint-Féréol et ordonné qu'on abattît un pan de la muraille, au lieu qu'on appelle encore aujourd'hui La Brèche. On avait dissimulé cette brèche sous un arc de triomphe de verdure, d'armoiries et devises louangeuses du roi.

Louis XIII la franchit à cheval, en armes, suivi de cent mousquetaires. Les quatre consuls en robe rouge, suivis de leur conseil, le haranguèrent à genoux et lui présentèrent les clefs de la ville. Le roi leur ordonna de se relever et de remettre les clefs au

maréchal de Bassompierre. Entré en ville par le petit chemin qui monte derrière la maison Pichegrut ou Coste, il descendit de cheval à l'entrée de la rue Font-de-Ville ou Saint-Théodorit, et, comme on voulait le conduire dans une maison préparée pour le recevoir, il déclara qu'il n'avait pas confiance et qu'il voulait loger chez lui en son château, vieille tour, aujourd'hui les prisons, achetée autrefois par un de ses ancêtres, à la maison d'Uzès. Triste séjour pour un roi ! mais bien approprié au caractère sombre du monarque. On le meubla comme on put et on lui présenta les cadeaux que la ville avait fait préparer. Le cardinal passa la brèche dans sa litière et accepta l'appartement qu'on lui avait préparé au logis du Merle, dans Villeneuve (petite bourgade). C'est là qu'il reçut les principaux habitants d'Uzès, qu'il gagna à la paix et détacha du parti de Rohan.

Bassompierre, lui, avait élu domicile au logis de la Pomme, en dehors de la porte Saint-Étienne, sur l'emplacement actuel de l'hôtel Béchard. On sait que Louis XIII avait voué la France à la Vierge et fondé un ordre de religieuses de la visitation ou visitandines. Sur l'emplacement du logis de la Pomme, on bâtit le couvent qui, en 1790, fut vendu et dont on refit un hôtel. En démolissant, on trouva des anciens attributs de Bacchus, restes de l'ancien logis de la Pomme, où le maréchal se plaisait parce que, disait-il, *on y taupinait bien*. Le 14, à midi, le roi partit pour Collias ; il fut accompagné des vivats de la foule qui redoublèrent lorsqu'il ordonna à Bassompierre de remettre les clefs de la ville aux consuls, qui l'accompagnaient en robe et chapeau rouge. Ceux-ci reçurent ces

clefs à genoux, avec de grandes protestations de fidélité et d'obéissance.

De Nîmes, Louis XIII ordonna la démolition des fortifications d'Uzès par lettre du 15 juillet 1629. Les frais de démolition furent répartis sur toutes les villes du diocèse, excepté Collias, qui dut cette faveur à l'hospitalité que le roi y avait reçue.

L'édit de grâce, comme on appelle cette paix de 1629, « maintenait ceux qui font profession de la R. P. R., en l'exercice libre, tranquille d'icelle et sans aucun trouble. » Mais cette liberté de conscience et de culte ne fut que sur le papier. Les protestants, sans chefs, sans armées, vont se trouver désormais à la merci de la royauté victorieuse, clémentine encore et juste, tant que de grands ministres présideront à ses destinées, mais bientôt entraînée dans les voies funestes de l'injustice et de l'oppression, quand auront disparu les Richelieu, les Mazarin, les Colbert. Les jésuites et le clergé ne se laisseront pas d'intriguer pour obtenir des restrictions à la liberté des protestants, des persécutions sourdes, des conversions payées en argent ou en faveurs.

- Ces passe-droits, ces obstacles eurent sur les protestants une heureuse influence. Ils s'adonnèrent au commerce, à l'agriculture, aux beaux-arts, les autres carrières se fermant de plus en plus devant eux, et les firent fleurir d'une manière remarquable.

Nous voici en 1629. Après avoir étudié l'histoire extérieure, voyons maintenant l'histoire intérieure : l'organisation, le Temple, le Consistoire, le colloque, les synodes, les écoles et les pasteurs.

CHAPITRE II

HISTOIRE INTÉRIEURE DE L'ÉGLISE D'UZÈS

A. — ORGANISATION

Le Temple.

Nous allons tout d'abord parler du temple. Nous avons vu que Charles IX, sollicité par les députés d'Uzès, avait accordé aux habitants de cette ville l'autorisation de construire un temple à leurs frais par une ordonnance datée de Toulouse (mars 1565).

Le consistoire d'Uzès traita alors avec l'évêque et le chapitre et, moyennant la reconnaissance des droits seigneuriaux du premier et une indemnité pécuniaire, convertie en rente perpétuelle au second, il obtint l'entière possession de la vieille église de Saint-Roman. On acheta le jardin de Jonas Rieu et de Pierre Crégut pour faire une vaste cour et dégager la façade. On répara la cure pour y loger les pasteurs. Ces diverses opérations prirent un temps assez long puisque, le 25 janvier 1566 seulement, on put inaugurer solennellement cet édifice. Quoiqu'il fut insuf-

fisant pour contenir une population de 9,000 âmes, les protestants d'Uzès s'en contentèrent longtemps parce que les ressources manquaient à la ville pour l'agrandir.

En juin 1601, après la paix et la publication de l'Édit de Nantes, le consistoire, avec l'autorisation des consuls et du conseil général de la ville, ordonna la démolition de ce premier temple et, sur le même emplacement déblayé et sur nouveaux plans, les consuls, le 1^{er} juillet suivant, posèrent la première pierre d'un nouveau temple. La ville et les fidèles contribuèrent à cette construction ; la province du Bas-Languedoc avait accordé à notre ville, au synode de Montpellier de 1599, un secours de 3,500 livres pour la construction de son temple. On se fera une idée de ce que valait cette somme à cette époque si l'on sait qu'une journée de maçon plus trois charges de sable se payaient une livre cinq sous. Aujourd'hui il y aurait à peine de quoi payer les trois cornues de sable. On paie les maçons quatre ou cinq francs la journée. Les 3,500 livres de 1599 vaudraient aujourd'hui 16 à 17,000 francs.

Quand le temple fut achevé, on le consacra en grande pompe. Les consuls assistèrent à la cérémonie en robe et chapeau rouge et participèrent à la Sainte-Cène, qui y fut solennellement célébrée.

Aujourd'hui, c'est en vain que vous cherchiez cet édifice ou ses ruines dans notre ville. Beaucoup de protestants d'Uzès ignorent même où il était bâti. Il fut démoli en 1685, et sur son emplacement s'élève aujourd'hui l'école catholique libre. Il ne restait de l'ancien temple que la petite porte qui sortait dans la

rue du plan de l'*Oume*. On l'a refaite à neuf; c'est la porte d'entrée de l'école actuelle.

Le temple avait des arceaux sur lesquels étaient les tribunes. Il y avait deux rangs de tribunes. Les grandes au-dessus, les petites au-dessous; cela donnait des places en grand nombre. La cathédrale actuelle, reconstruite en 1645, probablement sur le plan du temple, a aussi une double rangée de tribunes, les petites sous les grandes. Elle nous donne une idée de ce qu'était le temple. Ce système était très commode pour l'acoustique et augmentait considérablement le nombre de places du temple, qui devait contenir environ 3,000 ou 3,500 personnes.

Ce temple était meublé de bancs appartenant aux fidèles, qui les avaient fait établir à leurs frais, et qui se les transmettaient par legs ou par vente soumise à l'approbation du consistoire. Payaient-ils un droit de place pour ces bancs? Nous n'avons rien trouvé de clair là-dessus. Il y avait cependant des bancs appartenant au consistoire, et qu'il attribuait à qui il voulait, par exemple aux femmes du pasteur et à leur famille. Quand le pasteur mourait ou quittait l'église, le banc passait à la femme de son successeur.

Ce temple avait un clocher et une cloche, qui avait appartenu à l'église Saint-Romain. Cette cloche fut réclamée par le clergé comme lui appartenant et comme gênant d'autre part les offices du culte catholique. Le procès fut instruit devant toutes les juridictions; mais tant que le pouvoir consulaire fut aux mains des protestants les réclamations furent vaines.

Mais sans se lasser, les Jésuites assiégeaient la cour et calomniaient nos pères, sachant qu'il en

resterait toujours quelque chose. Ne pouvant rien obtenir à Uzès, ils firent porter plainte au synode de Charenton (26 décembre 1644) par le commissaire du roi qui déclara (26 janvier 1645) que Leurs Majestés étaient fort mécontentes de leurs sujets d'Uzès, qui ont élevé *des* cloches sur leur temple sans en avoir auparavant obtenu la permission, ce qui est contraire à la capitulation qu'on leur accorda quand ils se rendirent (1629).

Le synode n'eut pas de peine à confondre les calomniateurs. La ville d'Uzès n'est pas coupable, répondit le modérateur, M. Drelincourt, au commissaire du roi, d'avoir violé l'édit non pas même dans la capitulation particulière faite avec Sa Majesté, car il n'est pas besoin d'une nouvelle concession pour un ancien usage, contre lequel on n'avait fait jamais aucune défense. Cette cloche dont on a fait tant de bruit et qui a donné lieu à tant de plaintes qu'on a portées à Sa Majesté a été placée dans le clocher de la dite église, dès le commencement qu'elle fut bâtie et elle y est restée jusqu'à un peu auparavant la susdite capitulation. Mais, lorsque la tour était prête à tomber, on l'en ôta pour la mettre dans un des coins de la même église, et, le clocher ne fut pas plus tôt réparé, qu'on suspendit derechef cette cloche où elle avait toujours été.

Pour cette fois, les protestants eurent gain de cause et leur temple garda sa cloche. Mais il devait venir un jour où leurs ennemis l'emporteraient à leur tour. En effet, en 1685, le temple d'Uzès eut le sort de presque tous les temples protestants. Le prétexte qu'on mit en avant pour ordonner sa démolition fut

que le chant des psaumes et la prédication troublaient la messe et les vêpres à l'église Saint-Julien.

Malgré le traité conclu avec le chapitre en 1565, celui-ci en 1659 avait fait bâtir cette église au point même où on la voit encore, c'est-à-dire presque vis-à-vis du temple et le temple était bâti sur l'emplacement occupé aujourd'hui par l'école libre catholique. Les matériaux de démolition du temple servirent à la construction d'un séminaire qui existe encore ancienne maison Odol ou Assaud. L'arrêt ordonnait que jamais plus ne fut bâti sur l'emplacement du temple.

Les services divins étaient au nombre de trois chaque dimanche. Ils avaient lieu en hiver à huit heures, à dix heures le matin et à deux heures l'après-midi; en été, à six heures et à huit heures le matin et à trois heures l'après-midi. Un culte avait également lieu le mercredi matin; les boutiques étaient fermées comme le dimanche, la circulation interdite dans les rues et les portes de la ville cadenassées. Les autres jours de la semaine, il y avait une prière publique tous les soirs et un catéchisme le jeudi. Les pasteurs étaient chargés à tour de rôle de ces différents services, et celui qui, chaque dimanche, en commençait la série était appelé pasteur de semaine. Les jours de jeûne se célébraient avec la plus grande solennité. La veille des fêtes de Noël, de Pâques et de Pentecôte, le consistoire se réunissait pour procéder aux censures. La conduite de tous les fidèles sans distinction était scrutée avec une rigoureuse impartialité. Après cela, on désignait les anciens qui devaient donner la coupe, les diacres qui devaient tenir

•

les bassins aux portes, ceux qui devaient dresser les tables et celui à qui était dévolu le soin de recevoir les marreaux ou marques qui servaient à reconnaître ceux à qui la Sainte-Cène n'était pas interdite.

La Sainte-Cène était célébrée quatre fois par an : à Noël, à Pâques, à Pentecôte et le premier dimanche de septembre.

Un mois avant Pâques, le catéchisme était expliqué trois fois par semaine et le peuple invité à se rendre au temple à l'heure de midi au son de la cloche, le lundi, le mercredi et le vendredi.

Au temple, étaient attachés un chantre, un lecteur et un advertisseur. Ce dernier était chargé de convoquer les anciens, les diacres et les pasteurs et de citer les fidèles à comparaître devant le consistoire. Il était chargé en plus de la tenue des registres de baptême et mariage célébrés dans l'église, ainsi que des décès.

Le Consistoire.

L'église d'Uzès, comme toutes les églises de France, avait à sa tête un consistoire et des pasteurs, un d'abord puis deux, puis trois et jusqu'à quatre même. Le consistoire se composait de six diacres et de douze anciens ou surveillants, dont les fonctions avaient une durée de trois ans, que le consistoire pouvait prolonger s'il le jugeait bon. Chaque année, quinze jours avant la Noël, avait lieu une séance solennelle de ce corps, où après la lecture de la Bible¹ et la prière, on désignait

1. Actes vi; I Tim. iii; Tite i.

les diacres et anciens sortant de charge et on éliminait leurs remplaçants. Les noms des membres du consistoire nouvellement élus étaient proclamés du haut de la chaire pendant deux dimanches consécutifs devant les fidèles, qui pouvaient protester. Le consistoire examinait ces protestations et y faisait droit si elles étaient justes. S'il y avait impossibilité de s'entendre, on soumettait le différend au colloque ou au synode provincial. Il semble que les diacres avaient le pas sur les anciens.

A la première réunion du consistoire, après la réception publique, on nommait les receveurs de la grande et de la petite recette, le secrétaire et les diacres et anciens qui tenaient les plateaux pour recevoir les aumônes aux deux portes.

Dans la première séance de l'année, pasteurs, diacres et anciens signaient la confession de foi et la discipline ecclésiastique et promettaient de garder inviolablement cette dernière.

Le consistoire tenait ses séances le mercredi; le pasteur de semaine modérait l'action, nous dirions aujourd'hui présidait. Presque toujours, le dimanche, à l'issue du second service, il y avait séance du consistoire. On notait les absents et, s'ils n'avaient pas d'excuse valable, à la séance suivante, on les condamnait à payer une amende au profit des pauvres. La ville d'Uzès était divisée en douze quartiers, à la tête de chacun était un ancien. Nous avons cette division en « cartiers et surveillances », mais il nous est difficile de nous reconnaître dans ces noms de 1671.

Le consistoire délibérait sur les malheureux à

secourir. Quand un ancien était averti d'une misère dans son quartier, il devait en parler, s'il y avait urgence, à l'issue du premier prêche ou de la première prière, sinon il devait attendre la séance du consistoire. Si la personne n'était pas encore assistée, on nommait un second ancien pour faire l'enquête avec celui qui avait proposé. Quand la nécessité était trop grande, ils avançaient quelque argent qui leur était remboursé.

Il y avait le receveur de la grande et celui de la petite recette. Le grand receveur avait dans sa caisse l'argent des legs, des pensions et des rentes que l'on faisait aux pauvres; il faisait rentrer les revenus et donnait quittance. Il s'occupait en même temps de régler les comptes des parlements, des synodes et des colloques dans le livre réservé à cet usage. Le petit receveur ne retirait que ce qui se trouvait aux trons et aux caisses du temple. Il n'avait à payer que ce qui regarde les nécessités des pauvres. Le grand receveur rendait compte tous les ans, le petit tous les six mois.

A la grande et à la petite porte du temple, il y avait un diacre et un ancien avec des plateaux qui demandaient pour les pauvres; ils mettaient l'argent qu'ils recevaient dans les trons dont ils avaient la clef. Tous les dimanches soir, à l'issue de la dernière prédication, les trons étaient ouverts devant le pasteur, les deux diacres et les deux anciens, l'argent était compté et délivré au receveur de la petite recette.

Aussitôt qu'il y avait au moins 100 livres dans les mains d'un des receveurs, il devait les prêter à un marchand solvable pour en retirer un intérêt au

profit des pauvres. Lorsque quelqu'un proposera de prêter quelque chose des deniers des pauvres, il sera tenu de cautionner le premier, et il ne sera fait aucun prêt sans une bonne et suffisante caution. Pour faire rentrer ces capitaux et leurs intérêts, on avait recours à un praticien ou huissier, qui avait tant par livre. Dans un registre des délibérations du consistoire de l'année 1671, le 10 septembre, on met cette charge aux enchères; Israël Rieu, praticien, offre de le faire pour un sol par livre; Balmier, pour dix deniers; Rieu, six deniers; Balmier, quatre deniers, le contrat est passé avec lui à ce taux.

Un rôle de taxe des pauvres était écrit dans le registre de la compagnie et remis au receveur qui payait à chacun. On revisait cette liste tous les ans à la Saint-Jean et les pauvres donnaient des explications sur leur situation. On augmentait ou on diminuait, ou même on retranchait les subsides pendant l'été, s'il y avait lieu.

Outre cette taxe ordinaire, on distribuait le dimanche des secours aux nécessiteux de l'église ou du dehors sur la demande des diacres, des anciens ou des pasteurs, et on l'écrivait sur le registre des délibérations. On prêtait même des fonds à des négociants ou des cultivateurs gênés sur leur billet.

Le consistoire ne s'occupait pas seulement du soin des pauvres, il était aussi un tribunal de mœurs. Les douze quartiers de la ville étaient surveillés et visités, et si quelque désordre se produisait dans l'un d'eux, l'ancien, qui en avait la surveillance, faisait un rapport au consistoire. Celui-ci faisait appeler par l'advertisseur le coupable à comparaître devant lui.

Ceux qui avaient contracté des mariages mixtes, qui envoyaient leurs enfants à des écoles papistes, qui étaient coupables de jurements, de scandales, de profanation du dimanche, de fornication, d'adultère, de brouillerie ou de duel, ou encore d'avoir assisté à des danses, comédies ou mascarades, ou enfin de négliger les assemblées et les sacrements étaient appelés à comparaitre devant le consistoire. On instruisait le procès, on entendait l'accusé, les témoins et puis on décidait.

Les diverses peines étaient la censure, la suspension de la Sainte-Cène sans nomination, avec nomination publique et l'excommunication. On pouvait appeler des sentences du consistoire au colloque ou au synode. Quand le coupable se repentait ou demandait d'être réintégré, on le lui accordait quelque fois après pénitence devant la table de la communion avec confession publique de ses torts, soit en particulier en séance du consistoire, soit en public dans l'assemblée des fidèles.

Le consistoire censurait les pères et mères qui autorisaient leurs enfants à prendre un conjoint de religion ennemie, les suspendaient de la Sainte-Cène et ne les rétablissaient que sur preuve de vif regret.

Le consistoire était, comme on le voit, fort sévère et cela n'était pas inutile. Il était aussi très sévère à l'égard de ses propres membres quelle que fût leur situation. C'est peut-être par sa sévérité excessive que Laurent Brunyer s'était fait tant d'ennemis.

Les anciens étaient chargés de visiter les familles désunies pour les réconcilier, les tièdes pour réveiller leur zèle. Deux anciens étaient chargés de visiter les

prisons, le collège et l'hôpital, et deux autres de surveiller les cabarets.

Malheureusement les ordonnances du consistoire n'étaient pas toujours observées; ceux qui avaient été interdits de la Sainte-Cène allaient communier dans les églises voisines. Laurent Brunyer s'en plaint au synode de Nîmes du 15 juillet 1593, et dit qu'à Nîmes, à Anduze on a blâmé les pasteurs d'Uzès comme étant trop rigoureux, et qu'on avait reçu à la Sainte-Cène des femmes dans la tenue interdite par les canons du synode. Voici les paroles de Brunyer :

« M. Brunyer s'est plaint qu'en effectuant l'article du dernier synode, il y avait eu des femmes qui ne voulans obéir seroyent allées à l'église de Nîmes, où auroyent esté receues et mesme sans tesmoignage. Et d'autres se seroyent adressées à M. Magnan luy disant qu'en l'église d'Uzès ne les avoyent voulu recevoir en l'estat qu'elles estoient, que néantmoins les auroit receues leur disant qu'il falloit fere tout ce qu'on pourroit, mais pour cela ne falloit estre si rigoureux censeur. En Anduze aussi M. Alphonse Baille auroit dit qu'au synode d'Uzès on auroit parlé de ces desbordements; mais quant aux cheveux eslevés, qu'on feroit ce qu'on pourroit. »

A mesure que nous approchons de la date de 1685, les fidèles cités à comparaître devant le consistoire sont moins soumis; beaucoup ne se présentent qu'à la quatrième citation; à beaucoup il faut envoyer une députation d'un pasteur et d'un diacre et on n'obtient pas toujours qu'ils se présentent au consistoire.

Recevoir les abjurations étaient aussi dans les attributions du consistoire. Nous en avons une remar-

quable dans le cas du père Abraham ou Abraham de Saint-Loup (de Langres) qui eut lieu presque aussitôt après la publication de l'édit de Nantes. Nous ne pouvons résister au plaisir de la citer¹ :

« Déclaration chrétienne du père Abraham, naguère prieur des Carmes dans la ville d'Arles, publiquement faicte dans l'église réformée d'Uzès : « Si Platon remerciait Dieu d'être né au temps de Socrate, nous « devons louer le nom du Seigneur de nous avoir « fait naître en ce siècle resplendissant de la clarté de « l'Évangile. » Il remercie Dieu de l'avoir éclairé et adopté pour son enfant. Il se félicite maintenant d'être dans la maison du Seigneur et dans la liberté de sa conscience. « S'il plaisait à Dieu, dit-il, de sanctifier « mon souhait et bénir mon labeur, comme j'ai servi « de canal aux mensonges et fallaces de Satan, je « servirais de trompette pour publier la vérité de « l'Évangile. Que Dieu me fortifie et achève son « œuvre en moi. » A quoi tout le peuple répondit haut et clair : « Amen ! » Le 9 de janvier 1600. »

Le père Abraham fut successivement pasteur à Sumène de 1600 à 1625, à Cognac de 1626 à 1637. Les abjurations étaient nombreuses et quotidiennes ; les prosélytes se présentaient au consistoire pour déclarer qu'ils renonçaient « à la messe et à toute idolâtrie papale », et demandaient à faire profession publique de la vraie religion évangélique ; lorsque le degré de leur croyance et la moralité de leur conduite étaient suffisamment constatés, ils étaient reçus avec solennité le dimanche après le service divin.

1. *France protestante*, article Abraham.

Le consistoire avait à décider sur les contestations qui s'élevaient à propos des bancs du temple, cédés par testament ou échus par héritage, non seulement à des membres de l'église, mais encore à des protestants du dehors. Ces délibérations sont nombreuses et quelquefois les cas étaient très difficiles.

Le consistoire servait aussi d'arbitre entre les églises du dehors et leurs pasteurs ou entre deux églises qui avaient des intérêts communs et étaient en désaccord. Les colloques ou les synodes chargeaient souvent le consistoire de l'église d'Uzès, comme le plus important, d'exercer une surveillance, de faire des expertises et de décider souvent dans des cas difficiles où la connaissance des parties était nécessaire pour établir un jugement équitable. Pour le *département* des frais des colloques et des synodes entre les églises du colloque, il avait aussi souvent à intervenir. On lui demandait souvent des secours pour payer les pasteurs, construire ou réparer des temples.

Ce n'était donc pas une sinécure ; chacun des membres du consistoire avait à son tour charge d'étudier ces questions diverses, soumises à la compagnie, et de faire des rapports qui permettaient de délibérer plus utilement. Ils étaient même chargés quelquefois de signifier eux-mêmes aux parties intéressées le jugement intervenu et de le faire accepter par elles. Leurs frais de déplacement étaient couverts par un mandat sur le grand receveur. A chaque colloque, à chaque synode, tant régional que général, l'église était représentée par un laïque et un pasteur, dont on remboursait également les frais. Chaque pas-

teur, à son tour, représentait son église avec un ancien ou un diacre.

Le consistoire n'avait pas de président permanent. Le pasteur qui présidait le premier culte du dimanche était dit pasteur de semaine et modérait l'action. Chaque semaine on changeait de président.

Le secrétaire était permanent ; il recevait toutes les lettres ; mais celles qui étaient « écrites au corps d'église étaient renvoyées au pasteur de semaine pour estre ouvertes, leues en présence et assistance de quatre diacres et anciens du corps de cette compagnie pour, ce fait, estre après remises en mains du secrétaire qui conservait les archives ».

On le voit, le consistoire avait une grande puissance ; aussi fut-il tenté d'empiéter sur le domaine du gouvernement civil ; de là ces conflits déplorables que nous serons bientôt appelés à raconter. La défense de la ville, l'élection des capitaines des quartiers, les levées d'argent pour la solde des troupes, il voulait s'en occuper. La police, la garde de la ville, toutes les affaires majeures de la cité, presque toutes les attributions des consuls, du viguier, des magistrats, devinrent successivement l'objet de ses délibérations, de ses votes et de ses règlements.

Nomination et traitement des pasteurs.

Le choix des pasteurs n'appartenait pas absolument au consistoire. Pour y procéder, il envoyait une députation aux magistrats : le viguier, le lieutenant du juge, etc., et aux consuls afin de les réunir

en assemblée extraordinaire, qu'on appelait assemblée mixte des trois corps. On convoquait aussi le vieux consistoire, c'est-à-dire tous les membres sortis des dernières élections. Le modérateur appelait l'attention de la compagnie sur le besoin qu'avait l'église d'un pasteur nouveau, on le choisissait parmi les ministres connus ou recommandés de la province et on envoyait une lettre ou une députation au synode de la province pour demander la confirmation de cette élection. Autant que possible, la compagnie se rendait aux désirs exprimés par l'église, mais elle pouvait refuser, et de là des conflits qu'il fallait soumettre au synode national, qui ne parvenait pas toujours à résoudre ces difficultés. Presque toujours le dernier mot restait au consistoire d'une ville importante comme Uzès. C'est ce que nous montrera le cas de Brunyer, resté à Uzès malgré les synodes, les colloques et les consuls, parce que son consistoire était avec lui.

Les pasteurs étaient de deux classes : les ordinaires ou perpétuels, les autres, par provision ou par prêt ; c'était des fonctions temporaires, des corvées comme on disait.

Comment étaient payés les pasteurs ? Une taxe était imposée par l'assemblée mixte des trois corps (les consuls, les magistrats et le consistoire), sur chaque famille et détaillée dans un livre nommé la tariffe et mis entre les mains du clavaire (trésorier *de clavis, clef*).

Pour échapper à ces taxes qui ne rentraient pas toujours, tout était bon au contribuable ; aussi souvent la caisse était vide quand le pasteur venait ré-

clamer au clavaire ses gages, comme il disait avec humilité.

Pendant la guerre, la misère était si grande que la tariffe n'était pas payée. Dans les églises rurales cela arrivait souvent ; à Uzès même, cela arriva à Claude Brunyer. En 1575, au synode de Nîmes, « ledict monsieur Brunyer, nous dit le procès-verbal, a requis lettre de la compagnie adressant à son église et consulz et conseil d'Uzès, de lui payer son quartier de ses gages et à son compaignon, autrement que trouvant église l'entretenant, sera contraint de la recevoir ».

Il paraît qu'on continua à être ingrat à Uzès. Nous voyons encore au synode de Montpellier qui eut lieu trois ans après, en 1578, M. Brunyer se plaindre de l'ingratitude des siens, « il demande sa liberté pour *ingratitude, mécontentement et mépris* pour luy et son compaignon. L'ancien dit n'y avoir lieu, car ils l'ont contenté depuis et espèrent continuer. Le sieur Brunyer continuera son ministère en la dicte église, laquelle sera admonestée par MM. Adrien (Chamier) et Ricard, qui se transporteront en icelle ung jour de dimanche et de l'ingratitude mespris de la parolle et des blâmes contre la personne de M. Brunyer et d'effectuer les conclusions du synode ».

C'est le seul cas de plainte des pasteurs contre leur église que nous ayons trouvé à Uzès. Mais, il se reproduit souvent dans les églises de campagne qui faisaient appel à leur sœur plus fortunée pour obtenir d'elle des secours, pour payer leurs pasteurs, bâtir leurs temples ou les réparer.

Plus tard, quand nous approcherons de la date

de 1685, plusieurs, quand on leur réclamera leur cotisation, demanderont à être rayés du rôle, parce qu'ils ont abjuré. Nous avons trouvé de fréquents exemples de ce triste fait dans les comptes rendus par les clavaires ou les consuls des deniers de la R. P. R., que nous avons trouvés à l'hôpital d'Uzès.

Le roi accordait à l'église un don de six-vingt mille (120,000 écus), neuf-quinze mille (135,000 écus), qui étaient partagés entre toutes les provinces pour les pasteurs et les académies. De ce chef, il revenait à chacun des pasteurs du Bas-Languedoc 100 livres environ. De la tariffe ils pouvaient avoir 600 livres. Total 700 livres. On payait aussi le loyer de celui qui n'occupait pas le presbytère 60 francs. MM. Folchier et Brunyer réclament à la ville, le 16 octobre 1615, cette indemnité. Le synode ordonne qu'on la leur paie avec les arrérages de deux ans.

. Les Écoles — Le Collège

Les protestants ont toujours été d'accord sur l'importance de l'instruction de la jeunesse. La foi chrétienne reposant sur la Bible, il fallait savoir lire pour alimenter la foi. « La foi vient de l'ouïe et l'ouïe de la parole de Dieu¹ ». De très bonne heure, à Uzès, on se préoccupa d'apprendre à la jeunesse à lire et à écrire. Le chantre Moyse Malzac, le lecteur Daniel Issoire, furent employés à ce travail; ils enseignaient la lecture, l'écriture, le cathéchisme, les éléments de

1. Rom. x, 14-17.

calcul. C'étaient les petites écoles, comme on les appelait. Elles firent beaucoup de bien. Les protestants des classes inférieures possédaient à un degré étonnant les saintes écritures. C'est cette connaissance qui leur permit de conserver leur foi ; alors même qu'ils furent privés de pasteur, ils pouvaient puiser directement dans la parole de Dieu ou dans les sermons la nourriture de leurs âmes. Les régents se formaient sans doute dans les petites écoles dont ils étaient les meilleurs élèves. Aucune école ne pouvait s'ouvrir sans l'autorisation des consistoires. Les régents avaient 100 livres ; chaque écolier payait en plus 5 sols et ceux qui apprenaient le latin 10 sols, Est-ce par mois ou par an ? Les documents que nous avons consultés ne l'expliquent pas.

A Uzès, ville épiscopale, les consuls, le 3 juillet 1565, présentèrent une requête au sénéchal de Nîmes et de Beaucaire, basée sur l'ordonnance d'Orléans, qui attribuait une *prébende* dans chaque cathédrale à l'*entretènement* de percepteurs et de régents gratuits pour la jeunesse. Sur le refus du sénéchal de se prononcer, on intenta un procès au prévôt du chapitre, Gabriel Froment, pour se voir condamner à payer de ce chef à la ville la somme de 300 livres sur les revenus du chapitre qu'il administrait. Le parlement de Toulouse rendit, le 2 mars 1566, un arrêt favorable aux consuls d'Uzès, et le 12 septembre M. d'Albenas, député par le parlement de Toulouse pour l'exécution de son arrêt, liquida la valeur de la prébende octroyée à la somme de 150 livres payables en trois termes par M. Froment. L'évêque, en présence du chapitre et des consuls, nommait le ré-

gent ; il pouvait le destituer. Plus tard, le consistoire et les pasteurs se substituèrent à l'évêque et aux chanoines. Le régent doit instruire la jeunesse sans prendre ni recevoir aucun autre salaire.

Mais bientôt on sentit le besoin d'études plus complètes ; Isaac Garrigues fut chargé d'enseigner les humanités, c'est-à-dire le latin. Ce fut ainsi que commença le collège d'Uzès, qui se développa pas à pas, forma des élèves remarquables et rendit de grands services à l'église et à la ville. La ville fera des sacrifices pour l'entretenir, et les synodes lui accorderont 200 livres de subsides à plusieurs reprises. Un principal et deux ou trois régents le composent. Ces régents sont des candidats au saint ministère. Faucher a été nommé régent du collège en 1606, puis il donna sa démission, lorsqu'il fut nommé pasteur d'Uzès en 1607, et il est remplacé par un docteur en médecine, M. Marroll. On faisait dans ce collège d'excellentes études ; il pouvait délivrer le titre de maître ès-arts. De ce collège sortaient des candidats au saint-ministère, qui allaient compléter leurs études à Montpellier ou à Nîmes. On leur payait une pension de 60 livres. Ils devaient exercer leur ministère dans la province.

Chaque colloque était imposé par son synode d'une somme de 50 écus, pour entretenir un proposant à Genève d'abord, puis à Nîmes ou à Montpellier dans la province (synode d'Uzès, 2 mai 1572). Il y avait même des fondations à Nîmes, faites par des gens pieux qui avaient pour but de fournir une pension fixe à des jeunes gens peu fortunés, originaires de Nîmes, qui, de leur côté, devaient visiter les malades

et les pauvres et leur faire la prière et le culte. Bourges et Manuel Montgros avaient laissé par testament une somme de 1,500 livres, dont les arrérages étaient payés à des proposants dans ce cas (*France protestante*, t. II, p. 1125). Deux pasteurs d'Uzès, Manuel fils et Angelras, jouirent de cette pension.

Colloque

Au-dessus du consistoire, il y avait le colloque, dont les pouvoirs ne sont pas très bien définis, qui tenait, dans l'organisation presbytérienne, la place que tiennent aujourd'hui nos consistoires. Mais le colloque n'ayant pas de vie propre, pas d'organisation permanente, ne pouvait pas toujours faire respecter ses décisions par les consistoires de son ressort, surtout lorsqu'il s'agissait d'une ville aussi importante qu'Uzès. Nous le verrons dans l'affaire Brunyer-Codur.

Le colloque d'Uzès était très étendu ; il comprenait tout l'arrondissement d'Uzès, une partie de celui d'Alais, du département de la Lozère et de l'Ardèche. Il comptait vingt pasteurs au moins, quand tous les postes étaient occupés. Voici le nom de ces postes :

Uzès, Bagnols, Saint-Ambroix, les Vans, Barjac, Genolhac, Saint-Quentin, Saint-Laurent, Vallabrix, Saint-Geniès, Boucoiran, Lussan, Valleraugues, Navacelles, Blauzac, Sanilhac, Arpaillargues, Montaren, Montfrin, Chamborigaud, Castagnols (près Vialas).

Les colloques s'assemblaient deux ou quatre fois l'an ; chaque église y envoyait un pasteur et un ancien. Ils jugeaient des différends et des difficultés qui survenaient entre les églises, et généralement tout ce qui était nécessaire pour le bien et l'entretien des dites églises. Les ministres, chacun à leur tour, devaient y prêcher, afin que l'on put juger de leur capacité.

Synodes.

En chaque province, les pasteurs de chaque église, accompagnés d'un ancien ou deux au plus, se réunissaient en synode une ou deux fois l'an, selon les besoins. Quand il y avait plusieurs pasteurs dans l'église, chacun était député à tour de rôle. Le synode du Bas-Languedoc comprenait d'abord six colloques : Uzès, Nîmes, Montpellier, Sauve, Anduze, Saint-Germain-de-Calberte. Ce synode était le plus peuplé de tous ; il avait cent pasteurs et cent députés laïques. Nous nous ferons une idée de sa population en sachant qu'il comprenait le Gard, l'Hérault, la Lozère et le Bas de l'Ardèche. Il n'y a pas de partie de la France où la population protestante soit plus dense. Il comptait 54 églises dans les Cévennes, 47 dans le Bas-Languedoc, soit en tout 101 églises. A mille habitants au moins chacune, soit cent mille protestants. Il y en avait sûrement davantage à cette époque. Cette province était trop grande ; les intérêts, les habitudes n'étaient pas les mêmes. C'était la montagne et la plaine ; aussi, au synode national de Privas, en 1612, on décida de la

partager en deux : l'une, celle du Bas-Languedoc comprenant les trois colloques d'Uzès, de Nîmes et de Montpellier, l'autre la province des Cévennes composée des colloques de Sauve, Anduze et Saint-Germain-de-Calberte. A partir de 1614, au synode de Tonneins, ces deux provinces sont représentées.

Le synode particulier nommait les pasteurs et les députés au synode national ; il jugeait les appels que les particuliers, les pasteurs, les consistoires, les colloques lui soumettaient. Son autorité était subordonnée à celle du synode national qui jugeait en dernier ressort toutes les questions. Les proposants étaient examinés par le synode particulier, qui les pourvoyait d'église s'il les en jugeait dignes et les faisait consacrer.

B. — LES PASTEURS D'UZÈS JUSQU'EN 1623

Nous allons maintenant parler des pasteurs qui desservirent l'église d'Uzès pendant la période que nous avons étudiée, et les règnes d'Henri IV et de Louis XIII jusqu'en 1629.

Nous trouverons dans cette histoire des choses tristes à lire. Nous verrons nos pères, que le respect de leurs petits-fils a mis sur un piédestal si élevé, se déconsidérer par des tiraillements intérieurs et des déchirements déplorables. Mais Uzès n'est pas seul dans ce cas. Si nous ouvrons l'histoire de l'église de Nîmes par Borrel, celle de Montpellier par Corbière, d'Anduze par Hugues, nous trouvons des scènes aussi

lamentables. L'homme est toujours le même dans tous les temps, il est pire dans les temps de révolution. Si nous portons le trésor de Dieu dans un vase d'argile, cela ne lui enlève rien de son prix, au contraire la gloire de Dieu est augmentée de la faiblesse, de l'infidélité même de ses coopérateurs.

C'est dans cet esprit que nous devons aborder cette partie de notre étude; malgré les misères de ceux qui le prêchent, l'Évangile n'en fait pas moins de grands progrès.

Voici sans doute dans quel ordre se sont succédés les premiers pasteurs d'Uzès. Ce sont tout d'abord Pierre de la Noble, puis Dubournel et Jean Jean, ensuite probablement Guy de Moranges, dit La Garde, puis Maltrait et Paul Selvage, Selvage et Mutonis, Maltrait et Moïse Audra, Moïse Audra et Anoul, Anoul et de Rebotier, Airebaudouze, dit Anduze, qui reste seulement un an. Clamens ou Arnaud Clément est à Uzès jusqu'en 1571. C'est lui qui, avec Aymes de Blauzac, ancien d'Uzès et de Nîmes, demande au synode de Nîmes de 1570 Claude Brunyer qui dessert l'église depuis 1568.

« MM. Aymes et Clamens, pour et au nom de l'église d'Uzès, ont demandé, selon la règle qu'ils ont remise à la présente compagnie, leur donner M. Brunyer pour ministre, pour cependant attendant la réponse de M. le duc se pouvoir assembler et faire l'exercice de la religion à Montaren. Le dit M. Brunyer dit qu'il est libre en ceste province espérant s'en aller en Dauphiné. Les dicts Aymes et Clamens ont dict que les églises audict Dauphiné sont pas encore remises. Et quand le demanderont ne l'empêcheront pas. Que

le dit M. Brunyer, ainsi que dessus à la présente compagnie a esté advisé, demeurera à la dite église d'Uzès jusques au synode prochain. M. Brunyer a requis la compagnie-exhorter l'église d'Uzès lui pourvoir d'une habitation saine. Le dict M. Brunyer a esté accordé à la dite église d'Uzès, sous les conditions par lui acquiescées et a été exhorté d'attendre patiemment touchant l'habitation de la ville par lui demandée. » Le synode de la Rochelle confirma cette élection l'année suivante 1571.

Dans le procès-verbal de la séance du synode de Nîmes qui nomme Brunyer, nous trouvons ce détail intéressant : « Montelz et Bouchon ont œuvre de prières sans ministre, à scavoir les jours qu'on a accoutumé de prescher lorsque le ministre sera allé prescher en autre église. On y pourra fere les prières par celui qui aura charge en l'église. » Les pasteurs étaient rares. Les églises qui en manquaient faisaient appel à ceux d'Uzès pour les consoler, comme on disait alors, et des prières liturgiques étaient lues à Uzès dans le temple par des diacres en qui on avait reconnu certain talent de parole. Montelz et Bouchon devaient être dans ce cas.

Brunyer avait été prêté au Bas-Languedoc par les églises du Dauphiné pour deux ans, et il resta dix-huit ans à Uzès, d'où il va à Montpellier 1585-90. Puis nous le perdons de vue et ne savons comment il finit sa carrière. Mais son ministère fut béni, non seulement, pour Uzès, mais pour toute la province. Écoutons là-dessus le témoignage d'un contemporain. M. Servièrre, député de l'église d'Uzès au synode d'Alais, 1606 : « a dict que M. Brunyer le père

« *ayant faict surgir au port* » leur église, ils ont voulu le fils qui succédant à l'intégrité et dextérité du père par seize ou dix-huit ans a très bien continué. » Ainsi Brunyer père était habile et intègre, il avait fait entrer au port l'église d'Uzès, d'autres l'avaient dressée, lui l'a plantée. Elle est organisée et solide. Pendant cette période si agitée de 1570 à 1588 il évita de grands malheurs.

Qu'était ce Claude Brunyer? Un Dauphinois que sa province avait prêté à Uzès pour deux ans. D'où venait-il? Et pourquoi et comment était-il devenu pasteur? *La France protestante* n'en dit rien de positif à l'article Brunyer. L'article *Chamier* (*Adrien*) parle de l'amitié de Laurent Brunyer et de Adrien Chamier. C'est une erreur de prénom dans laquelle MM. Haag n'étaient pas tombés comme M. Bordier. Claude Brunyer était le collègue et ami de Adrien Chamier, et Laurent était le collègue condisciple à Genève de Daniel Chamier, avec lequel il conserva des relations très étroites et très suivies comme nous le verrons tout à l'heure.

MM. Haag affirment que Chamier et Brunyer pères auraient embrassé la religion protestante au retour d'un voyage qu'ils firent ensemble à Rome. Frappés des abus qui deshonoraient l'église catholique et qui étaient plus sensibles au siège même de la papauté que partout ailleurs, ils se seraient voués l'un et l'autre à la propagande des doctrines évangéliques. Adrien aurait été nommé pasteur à Romans; nous ignorons ou Claude Brunyer se serait établi, dans le Dauphiné sans doute, comme Chamier, mais cette province n'étant pas encore remise, profondé-

ment troublée par la guerre civile, ils étaient venus à Nîmes tous les deux, et c'est là, au synode de Nîmes de 1570, que Brunyer est nommé à Uzès. Adrien Chamier sera attiré par lui dans son colloque et nommé à Saint-Ambroix, où il restera seize ans, il passera de là à Montélimar, tandis que Brunyer (Clède) ira à Montpellier.

Celui-ci avait épousé Ève de Trémolet de Montpezat qui lui avait donné un fils Laurent, nous ignorons en quelle année, et qui lui donna en 1573 un autre fils Abel.

Laurent avait fait des études plus complètes que son père, qui sans doute avait seulement suivi quelque pasteur en qualité de proposant, et avait ensuite été agréé et reçu en synode provincial. Le fils fit ses études à Genève avec Daniel Chamier, dont il était le contemporain et qui fut toujours son ami. Il suivit les leçons de Théodore de Bèze. Parmi les thèses soutenues à l'académie de Genève on en trouve une de lui sur le huitième commandement.

Le jeune Brunyer fut donné par le colloque d'Uzès comme pasteur à Bainhols (Bagnols) et il avait consenti à accepter cet appel, lorsque le synode provincial de Nîmes du mercredi 15 juin 1588, présidé par Brunyer le père, changea complètement la situation.

On s'occupe de l'église d'Uzès des divisions qui s'étaient glissées dans son sein. M. Payan et M. Davin, diacres de l'église de Nîmes, sont envoyés à Uzès pour pacifier l'église. Les représentants d'Uzès demandent qu'on leur accorde M. Brunyer le fils pour toujours, ce qui leur est accordé, malgré l'opposition de l'ancien de Bagnols et de Brunyer

père, qui dit qu'il ne pourrait avec son fils « demeurer dans ladite église à édification ». La compagnie attribua Claude Brunyer à Montpellier et Laurent Brunyer à Uzès. Mais avant que de faire résidence continuelle à Uzès, Laurent Brunyer fut donné aux églises de Vergèze et de Codognan jusque au prochain synode. Saint-Geniès peut-être aussi fut-il desservi par Brunyer. Il allait aussi prêcher à Lussan, à Vallerargues, malgré l'interdiction où l'on avait mise cette église pour n'avoir pas payé les gages de son pasteur M. Rigaud.

On trouve dans le recueil des synodes trace d'une correspondance à ce sujet échangée entre Brunyer fils et le comte d'Audibert de Lussan.

Nous ne savons quels furent les aides de M. Laurent Brunyer dans les années 1589-1593. Le synode provincial réuni à Nîmes, le 19 juillet 1593, sous la présidence de M. Alphonse Bertrand, pasteur d'Anduze (de 1566-1599), nomma comme second pasteur d'Uzès M. Codur (Siméon) après de longues délibérations.

« M. Brunyer a prié la compagnie confirmer le dit M. Copdur pour pasteur à tousiours à l'église d'Uzès suyvant *ce que le colloque le leur a désia donné*, et suyvant la promesse que le synode leur avait faicte. Les actes dudit colloque leues, M. Alphonse a dit qu'il n'a aulcune obligation particulière à la ville d'Uzès et qu'il doit être mis à la distribution. » Il est probable que M. Alphonse Bertrand était resté quelque temps à Uzès comme corvée, c'est-à-dire pasteur de passage à temps. « Le dict Codur a dit avoir obligation à la dite église pour avoir été receu par M. Brunyer. »

Il avait fait ses études à Genève, et depuis « avoir reçu cinquante livres pour remboursement de son voyage. »

« L'ancien d'Uzès a fait même réquisition que M. Brunyer, de confirmer ledit Codur à ladite église pour l'importance d'icelle et veu ce qu'on lui a desia fourny pour l'obliger à eux. »

« Le sieur Siméon Codur est confirmé à l'église d'Uzès et les mains luy seront imposées selon la discipline, exhortant l'Eglise d'Uzès, *le prester* quand la nécessité des Églises le requerra et ledit Codur ne le refuser. Et M. Brunyer admonesté *du délayement* de l'imposition des mains suivant la charge qui lui en avait été baillée par le colloque. »

Ces deux hommes étaient en très bons termes. Brunyer ayant fait ses études à Genève avait accueilli à bras ouverts cet étudiant genevois, qui n'était pas beaucoup plus âgé que lui. C'est sous son patronage qu'il a été présenté au consistoire, puis au colloque, et enfin au synode; il a levé tous les obstacles qui s'opposaient à ce qu'on reçoive cet étranger à la province (Codur était de Sedan), comme pasteur d'une ville aussi importante qu'Uzès. La désunion ne tarda pas à s'établir entre eux, par leur faute, ou peut-être aussi, comme il arrive souvent, par la faute des membres de l'Église, qui se divisent en partisans de Brunyer et de Codur, vantant les avantages respectifs de leur pasteur préféré, dénigrant l'autre. La querelle en vint au point qu'il fallut séparer les deux pasteurs. Ils comparurent devant le synode tenu à Anduze le 12 avril 1595.

L'église de Montpellier demande le ministère de

Brunyer. Mais celui-ci refuse, l'ancien qui l'accompagne et le colloque d'Uzès appuient ce refus et le synode décide que Codur sera enlevé d'Uzès. Malgré ses protestations, il est donné pour un an à Saint-Ambroix.

L'année suivante (1596) nous retrouvons Codur à Uzès. Son exil provisoire n'avait pas apaisé les haines. Le synode de Nîmes du jeudi 5 août 1599, ayant pour représentant du colloque d'Uzès Codur, Rally et Dufour, essaya de remédier au mal qui grandissait de jour en jour. La compagnie les ayant entendu tous deux, leur déclare que leur inimitié n'a pas de fondement et ne repose que sur « des soupçons, des ouy-dire. » Elle leur demande de se réconcilier, en vue d'édifier ceux qui ont pu être scandalisés par leur désunion et menace de la censure celui des deux qui rompra le bon accord.

Codur représente Uzès en 1601 au synode national de Gergeau. Au synode provincial d'Uzès du 15 avril 1603, Petit et Rally, pasteurs provisoires d'Uzès, nommés par le colloque, représentent l'Église. La compagnie, après avoir pris connaissance sur la demande de Brunyer, des registres du consistoire, blâme ce corps de n'avoir pas arrêté la discorde et d'avoir au contraire cherché à l'envenimer. Elle décide qu'on paiera les pasteurs à temps, Petit et Rally, sur les deniers du ministère et qu'on règlera le salaire de Brunyer jusqu'à la fin du mois. Puis Codur et Brunyer seront suspendus, ce dernier seulement pour trois mois. Ce synode nomma aussi un pasteur à l'église d'Uzès, François de Croy ou de Croï. Il se qualifiait de gentilhomme de l'Artois et

descendait peut-être de l'illustre famille de ce nom¹. Il était chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et se rendait à Malte, où son ordre résidait. A Messine, il tombe malade. Aussitôt guéri, il revient à Rome et de là va faire sa profession au couvent de la Grande-Chartreuse. Là, il trouve la Bible, il la lit ainsi que les écrits des réformateurs. Au bout de quelques années, il quitte son couvent, va à Montpellier où il abjure la religion romaine. Il fut pasteur successivement à Saint-Laurent d'Aigouze (1585-88), Meyrueis (1588-96), Florensac (1596-1598), Béziers (1598-1603), Uzès (1603-1606).

Revenons à nos pasteurs d'Uzès. L'affaire est loin d'être finie. Laurent Brunyer en appela au synode national qui se réunit à Gap, le 1^{er} octobre 1603, sous la présidence de Daniel Chamier, et voici le jugement qui intervient.

Le synode confirme la suspension de Còdur et son exclusion de la province du Bas-Languedoc, la suspension de Brunyer pour trois mois. Mais il ajoute que ce dernier n'exercera pas ses fonctions à Uzès, à cause des divisions qui sont encore dans l'Église avant le prochain synode national, qui, sur la demande de l'Église, pourra le rétablir.

Et comme Brunyer réclame réparation des injures faites à son épouse, Suzanne de Salel, Codur devra reconnaître sa faute et demander pardon à Brunyer, devant le synode actuel « en déclarant qu'il reconnaît la dite demoiselle pour femme de bien et d'honneur ».

1. La veuve du prince Portien, Ant. de Croy, épousa le duc Henri de Guise.

Pareille déclaration sera également faite devant le consistoire d'Uzès où pourront assister la demoiselle de Brosis et dix ou douze personnes au choix de Brunyer et de son épouse.

Les deux adversaires se réconcilient et s'embrassent fraternellement. Pour achever cette réconciliation dans l'Église d'Uzès, le synode y enverra deux députés pour la confirmer. Quant aux papiers et procédures, les parties promettent de s'en dessaisir et de les remettre dans les mains du modérateur M. Daniel Chamier.

Restait maintenant à faire exécuter ces divers arrêtés et surtout à pourvoir Codur d'une Église et à rétablir Brunyer dans la sienne. Ce fut l'œuvre du synode de Saint-Hippolyte (mai 1604) qui permet à Codur de rentrer dans le Saint-Ministère, après avoir satisfait Brunyer, et à Brunyer de rentrer en possession de l'église d'Uzès, après avoir affirmé que les troubles ont cessé, qui confirme de Croy à la place de Codur et qui nomme Codur à Béziers. MM. de Gasques, Petit, Gigord et Ferrier, pasteurs, Berger de Saint-Chaptes, de Semilles, de Gignac et Brun, anciens, sont députés pour se transporter en la ville d'Uzès et y rétablir Brunyer.

Ces députés rendirent compte au synode de Montpellier, l'année suivante, 1605, de la manière dont ils s'étaient acquittés de leur mandat « avec un mutuel consentement de tous ayant reconcilié quelques particuliers ».

Mais le feu couvait toujours sous la cendre, les haines étaient trop vives, des faits trop graves s'étaient passés, des blessures trop cuisantes avaient été faites aux amours-propres pour que la paix fut de longue

durée. Ce ne fut pas même une trêve. Le moindre prétexte suffit pour faire renaitre la guerre. Il ne fut pas difficile à trouver. Enorgueilli par sa victoire, poussé par son intransigeante moitié, M. Brunyer était mal préparé à subir les petites persécutions que ses ennemis, les amis de Codur, qui ne lui avaient pas pardonné le départ de leur pasteur préféré, étaient décidés à lui faire subir.

A la tête de l'administration consulaire était un M. de la Vère, et non pas de la Rouvière, comme le veut la *France protestante*. Caractère aussi entier que Brunyer, il apprend que « le sieur Brunyer (nous laissons la parole aux archives municipales), ministre de la parole de Dieu en la présente ville serait allé ces jours passés en la ville d'Orange pour assyster à une assemblée qui s'est tenue en la dicte ville sans avoir rien communiqué à aucung magistrat ni consul de la présente ville et d'autant que le roi déffend telles assemblées tant dedans que dehors son royaume sans expresse permission de Sa Majesté et qu'ils ne savent quelles affaires y ont été traictées, a requis l'assemblée leur donner advis comme ils doivent pourvoir aux dictes affaires.

« Sur quoy a été conclud que le dit sieur Brunyer serait prié venir tout presentement en la présente assemblée pour informer icelle des causes et occasions de son voyage en la dicte ville d'Orange ce qui aurait été fait par le greffier desdicts sieurs consuls. »

Brunyer vient, escorté de quelques membres du consistoire, mais il déclare avec hauteur qu'il n'a pas de compte à rendre aux consuls, que de pareil à pareil, il n'y a pas de supériorité et que s'ils veulent

des explications, il les leur donnera en séance du consistoire.

Les consuls, furieux de n'obtenir aucune réponse à leur question, convoquent le lendemain (23 mars 1605) le conseil extraordinaire. Le premier consul, de la Vère, expose ce qui s'est passé la veille et accuse Brunyer d'avoir méprisé l'autorité consulaire. Des plaintes diverses éclatent contre Brunyer : « il refuse d'aller voir les malades », d'autres disent qu'il dédaigne la sépulture de leurs parents, d'autres en veulent spécialement à sa femme, on l'accuse de ne pas se rendre toujours aux assemblées, de mépriser le sacrement de la Cène... Décision est prise de mander les consuls au consistoire pour demander à ce corps de donner congé à Brunyer et de se pourvoir d'un autre pasteur.

Cette démarche fut faite auprès du consistoire qui refusa d'obéir. Les consuls alors en appellent au colloque et font nommer, pour poursuivre cette affaire, le sieur Galopin, juge-mage, et de la Vère, premier consul, pour poursuivre l'appel de la décision du consistoire, tant au colloque qu'à l'assemblée mixte de Montpellier et synode provincial s'il y a lieu.

On voit qu'ils ne sont pas au courant de la procédure à suivre et que leur habile adversaire les laisse s'enfermer tant qu'ils peuvent, se gardant bien de les remettre dans la bonne voie. L'assemblée de Montpellier était destinée à nommer les députés à l'assemblée de Châtellerault qui ne pouvait rien connaître de l'affaire d'Uzès. Mais, en attendant, on refuse de payer tout salaire au sieur Brunyer, à qui on a donné congé. Cela ne suffit pas à ses ennemis, il faut

trouver des griefs, en faire naître au besoin, le perdre d'honneur.

Alors on fouille dans les paperasses, on se rappelle qu'en 1596 Brunyer fut délégué à Saumur et à une ou deux autres assemblées ou même à la cour; pour cela, il aurait demandé ses gages de deux ans et demi et aurait été payé des deniers de Sa Majesté à raison de 2,000 livres par an. Et après son retour, il se serait fait payer encore ses gages par les consuls¹. Il aurait reçu 500 livres ou plus contre tout devoir ou raison. On décide donc de poursuivre Brunyer en justice en restitution de 500 livres prises injustement, et les consuls se chargent de ce soin. Cette émotion s'était même changée en émeute, en insolences de la populace contre le pasteur « en ordures et cartels à sa porte ».

Mais toutes ces manœuvres, toute cette agitation se brisent contre le calme de Brunyer et de son consistoire. On convoque le colloque de Saint-Ambroix; les consuls de la Vère et Blanc s'y transportent et font une pression très vive sur l'assemblée et ils obtiennent que Brunyer quittera Uzès et ira aux Vans jusqu'au prochain synode.

Mais lorsque les députés du colloque de Saint-Ambroix se rendent à Uzès pour faire exécuter leur décision, Brunyer se réveille, traite vertement ses ennemis, déclare qu'il ne désobéira pas à son consistoire et en appelle au synode d'Alais (mars 1606) qui lui rend enfin justice comme nous allons le voir.

Mais auparavant, nous avons à faire mention d'une

1. Voir pour le traitement des pasteurs, p. 83-85.

manceuvre plus ou moins loyale faite contre lui. Le pasteur François de Croy était mort le 13 juin 1606. Il s'agissait de lui donner un successeur qui ne fut pas des amis ou des créatures de Brunyer. Les ennemis de celui-ci sentant combien il était fort avec son consistoire, le colloque et le synode du Bas-Languedoc où il était très estimé, eurent l'idée d'écrire à la vénérable compagnie des pasteurs de Genève, pour la prier de leur envoyer un pasteur qui s'imposerait par son talent. Mais Laurent Brunyer se méfiait; il eut vent de quelque intrigue, s'adressa directement à Genève et écrivit une lettre où il priait la vénérable compagnie des pasteurs, pour diverses raisons qu'il expose, de vouloir laisser suivre son cours à la discipline ecclésiastique et de ne pas tenir compte de la lettre des consuls. Cette lettre et la réponse se trouvent dans l'*Histoire de Genève*, de M. Gaberel, tome II, page 761. La vénérable compagnie de Genève répondit :

« Notre advis serait qu'au plustot que vous pourrez vous demandiez provision pour vostre église, à ce que vous fermiez toutes les divisions et dissensions, et qu'au contraire estant bien conjointes de cœur et d'affection avec MM. vos magistrats, vous les édifiez et eux vous réjouissent et encouragent à faire alaigrement vos charges en servant à Dieu et à eux et afin que vous puissiez obtenir ce bien, nous conjoin-drons nos vœux avec les vôtres, priant le maistre de la moisson qu'il vous envoie tels moissonneurs, que vous ayez de plus en plus occasion de vous avancer en sa crainte et en son amour. En droict auquel vous ayant recommandé à sa bonté paternelle et nous à

vos saintes prières, nous vous prions de croire que nous sommes vos affectionnés en Jésus-Christ. »

Cette copie de lettre ne porte pas de signature. La compagnie écrivit encore, le 8 novembre de la même année, aux consuls d'Uzès, Blanc, Berton, Anthoine Coste, qui lui avaient demandé son avis pour la nomination d'un nouveau pasteur. Cette lettre, comme la précédente, parle de troubles et de divisions introduites dans l'église et « qui, ajoute-t-elle, ne sont encore totalement estintes ». Cette lettre semble dire qu'une portion de la compagnie, mécontente de son pasteur, en demande un second, elle leur recommande de se tenir étroitement unis.

Le synode provincial d'Alais, du 8 mars 1606, vit le grand débat définitif. D'abord les accusateurs ont la parole, ils renouvellent les divers griefs qu'ils ont contre leur pasteur. Il loge à Uzès son gendre, pasteur de Ganges, et refuse de rendre compte aux consuls de son voyage à Orange. Ils demandent l'exécution de l'arrêt du synode de Gap.

M. Brunyer se défend, déclare que s'il loge son gendre, M. Olivier, à Uzès, ce n'est nullement qu'il désire le voir nommer en cette ville. Il ne sème pas des divisions dans la ville, puisqu'il s'est réconcilié avec M. de la Vère, premier consul moderne, et avec M. Lavesque. Il se plaint qu'on ne lui paie plus son traitement.

M. Janas, ancien de l'église d'Uzès, dit que Brunyer, en effet, ne s'est point fait d'ennemis depuis son retour, qu'il s'est réconcilié avec M. Lavesque, dont il n'avait pas voulu reconnaître le titre de diacre. Il dit que le Consistoire ne l'aurait pas soutenu, s'il avait

été un agent de trouble. Il soutient que cette poursuite provient de l'aigreur du passé et demande que Brunyer demeure à Uzès.

M. Servièrre, diacre, dit: « que M. Brunyer le père ayant faict surgir au port leur église, ils ont voulu le fils, qui, succédant à l'*intégrité et dextérité du père* par seize ou dix-huit ans, a très bien continué et a esté employé aux charges *concernant le général desquelles s'est très dignement acquitté*. Que l'*estrif* intervenu entre M. Codur et luy, ayant esté terminé tant par le synode provincial que national, depuis le synode de Saint-Hippolyte, 5 may 1604, le leur ayant redonné, il a été reçu d'eulx avec tout contentement. Mais, par l'inimitié de quelques-uns, notamment de M. Israël Galopin, juge, qui lui portait une dent de lait pour le despart de M. Codurc, pour l'avoir ledit sieur Brunyer tancé de ses desportements en prêchant, les consuls d'Uzès auraient été animés contre luy, auraient faict délibérer en leur Conseil le congé dudit sieur dont en auraient été désadvoués par le consistoire et par le colloque tenu à Blauzac. Depuis, le colloque de Saint-Ambroix ayant faict députation de pasteurs et anciens, s'estant lesdits députés transportés à Uzès, bien que leur pouvoir feust limité, ordonnèrent que M. Brunyer serait changé d'église, et ce, pour céder à la violence de ses ennemis à laquelle ils devaient plustôt résister par censure. Partant, dict que la compagnie ne se doist arrester à la passion d'aucun particulier, veu que le général de l'église advoue ledict sieur Brunyer ».

Le colloque d'Uzès confirme ce qui s'est passé, l'envoi de députés à Uzès pour changer Brunyer aux

Vans; suivant les ordonnances du colloque de Saint-Ambroix, le refus de Brunyer et de son consistoire. « Ayant veu la procédure de leurs députés et trouvé qu'il n'y avait rien qui ne fut à la louange de Brunyer, ils l'ont déclaré pasteur naturel de l'église d'Uzès. » Puis, Petit parle au nom des députés du colloque. Il dit que Brunyer n'a pas voulu laisser prêcher dans son église, « que le colloque ayant esté d'avis, pour éviter sédition, de nommer deux pasteurs de leur corps pour prescher le dimanche, ils le signifièrent audict sieur Brunyer, qui leur respondit qu'ils n'en fairoient rien et que cestuy là se lèverait bien matin qui serait premier au temple que luy ». Il a, dit-il ensuite, injurié grossièrement les pasteurs de Croy et Rally.

Brunyer, ayant entendu ce rapport, déclare que lesdits députés « lui sont à partie » : « M. Petit, en ce qu'il estime que son entrée à Uzès ait esté par les fenestres et non par la porte, et qu'il opina avec son ancien, au colloque de Blauzac, qu'il fut osté d'Uzès et qu'il croit qu'il luy ait brigué son église; M. Rally, en ce qu'il porta lettre au synode de Saint-Hippolyte pour estre logé à Uzès et qu'il avait promis à monsieur le juge d'opiner contre luy pour le deschasser de son église, comme il a apprins de sa bouche; ce que ledit sieur Rally a nyé; M. Arnaud de Montaren, en ce qu'il lui a confessé qu'il s'estait laissé gagner; ce que le sieur Arnaud a nyé;

« M. Bouton, de Blauzac, en ce qu'un oncle d'iceluy fust par devers luy, ayant promesse de monsieur le juge de le faire consul s'il le gagnait. Ledit sieur Bouton a nyé que son oncle luy en ait jamais parlé ».

De tout ce que nous avons mis sous les yeux du lecteur, il lui est facile de conclure ce que nous avons indiqué plus haut, que Brunyer a des ennemis acharnés; ce n'est pas la majorité, mais ce sont les grands qu'il a froissés dans leur orgueil, peut-être par son orgueil et sa raideur.

Ces blessures ne guérissent pas; un rien les envenime et les rend mortelles. Heureusement Dieu veille et sait tirer le bien du mal. Le synode d'Alais, par son ordonnance, laissait les choses en l'état, les deux partis en appelaient au synode national qui devait se tenir l'année suivante à La Rochelle. Mais il fallait que l'église eut ses ressources ordinaires pour que la vie ecclésiastique put se maintenir. Étant donné l'état des esprits à Uzès, la partie du traitement de M. Brunyer que la ville devait fournir n'était pas payée. Les consuls considéraient que M. Brunyer était, non le pasteur, mais le cy-devant pasteur d'Uzès, depuis qu'ils avaient déclaré qu'ils ne voulaient plus se servir de son ministère, qu'ils lui avaient donné congé depuis longtemps et qu'ils ne sont tenus à aucun paiement (10 juillet 1603). Le consistoire n'osait renouveler les demandes de paiement qu'il avait faites plusieurs fois sans succès, et peut-être bien Brunyer aurait été obligé de se rendre et de quitter Uzès.

Heureusement pour lui, le premier consul moderne, le meneur acharné du parti ennemi, M. de la Vère, meurt le 24 avril 1606, presque au retour du synode d'Alais. Aussitôt, les événements changent de tournure. Le 8 mai 1606, le conseil est désarmé, le consistoire s'adresse à lui, et, tout en réservant l'ap-

probation de la personne du sieur Brunyer, pour pasteur de la présente ville et les appels au synode national de l'ordonnance d'Alais, le Conseil accorde qu'il sera délivré mandement à M. Brunyer sur M. Manuel, trésorier (clavère) de l'année dernière, de la somme de trois cents livres à la charge qu'il rendra compte aux dits sieurs consuls *de l'argent* qu'il a retiré du roy *pour les pasteurs de cette église*.

Puis, le 13 janvier 1606, M. de Croy, François-Julien, meurt et l'église n'a plus de pasteur. De Croy était de noble famille, nous avons dit quelques mots de son histoire qui a un certain cachet romanesque.

Il avait commencé en même temps que son collègue Laurent Brunyer, mais il était sans doute plus âgé que lui.

À sa mort, on hésita assez longtemps sur ce que l'on ferait : la situation était si embrouillée. On aurait voulu rétablir entièrement la paix avant de choisir un pasteur, mais messieurs de la maison de ville ne voulaient pas abandonner leur appel des décisions du synode d'Alais.

Le synode de La Rochelle allait se réunir; le consistoire fait une dernière démarche auprès des consuls pour savoir s'ils veulent toujours en appeler au synode national de la sentence du synode d'Alais et pour les persuader si possible de n'en rien faire.

Le conseil extraordinaire, réuni le 6 février 1607, « par devant M. Galopin, juge royal », et où assistent Pierre Blanc et Anthoine Bouton¹, second et troisième

1. L'oncle du pasteur de Blauzac, que Brunyer accuse, à Alais, de s'être laissé gagner par la promesse d'une place de consul, qu'on lui a en effet accordée.

consul moderne, Anthoine Perrottat, Jean Ollivier et André Blatoux, consuls vieux, délibère sur cette affaire et arrête qu'on en appellera au synode national et qu'on y enverra Pierre Blanc, second consul, ou, s'il ne le peut, en son lieu et place, le sieur Rouvière, docteur ès-droits, pour demander le changement de Brunyer et de le remplacer « par quelque bon personnage de pasteur affin de remettre l'église dans sa première splendeur et détruire les inimitiés qui sont en icelle à cause dudit sieur Brunyer ».

Cette délibération fut désavouée par une délibération subséquente que nous ne transcrivons pas pour ne pas allonger outre mesure notre récit.

On vint au synode qui rendit le jugement suivant :

« Les députés de la ville d'Uzès s'étant présentés, à savoir, d'une part le sieur de la Rouvière, docteur es-droits, muni d'un pouvoir de la dite ville pour relever l'appel interjeté par quelques uns des consuls et habitants d'icelle, tant du colloque d'Uzès que du synode de la province du Bas-Languedoc, tenu à Saint-Hyppolite, par lequel le sieur Laurent Brunyer, pasteur, avait été rétabli dans l'église d'Uzès, contre le désir des opposants; et de l'autre part, les sieurs Brunyer, pasteur susdit, et Janas, docteur es-droits, munis d'un ample pouvoir tant de l'assemblée de ville que du consistoire dudit lieu : quoique le pouvoir des premiers désavoué par le second eût pu être contesté néanmoins pour la conséquence et l'importance de l'affaire, l'assemblée, passant par dessus la formalité, a donnée audience aux uns et aux autres pour régler le fait principal : Sur quoi aussi ont été ouïs les députés de la province du

Bas-Languedoc, répondant sur ce qu'ils ont rétabli le dit sieur Brunyer dans l'église d'Uzès et le sieur Codur dans la dite province, nonobstant la sentence du synode de Gap, excluant l'un de la ville d'Uzès jusqu'à la présente assemblée et l'autre de la province du Bas-Languedoc. Aiant aussi entendu le sieur de la Rouvière, parlant pour les appellans et proposant ses objections, tant contre l'ordonnance du synode provincial que contre la personne du sieur Brunyer. Ouï le dit Brunyer en ses justifications et les députés du consistoire d'Uzès envoiés avec lui pour rendre témoignage du désir de son église et de l'édification qu'elle reçoit par le ministère dudit sieur Brunyer : La lecture de la lettre écrite par l'église de Béziers aiant aussi été faite, et après avoir entendu qu'elle a envoyé exprès pour demander instamment la confirmation du ministère du sieur Codur dans ladite église, et pour représenter le fruit qui en est provenu depuis qu'il y en a fait l'exercice. Le tout étant bien pesé et considéré, la compagnie n'a pas trouvé bonne la procédure du synode provincial, pour l'introduction dudit sieur Brunyer à Uzès et dudit sieur Codur dans ladite province; c'est pourquoi elle a jugé ledit synode très censurable pour avoir, par une telle contrevention, faict ouverture à une très mauvaise conséquence qui s'en ensuivrait, si les synodes provinciaux ne se tenaient pas aux résolutions des nationaux. Ledit Brunyer a aussi été trouvé reprehensible pour avoir prêté l'oreille aux moïens de son rétablissement, recherché par d'autres, mais proposé par lui-même au synode provincial contre l'ordonnance du national. Le dit sieur Codur est pareillement censu-

nable de ce qu'il a recherché d'entrer dans la province, d'où il était exclu, attendu qu'il ne devait pas même en accepter les ofres. Et quand à l'église d'Uzès, elle ne peut disconvenir qu'elle n'ait montré une trop grande impatience, en ce qu'elle n'a pas attendu le temps limité par le synode national pour demander son pasteur. Les appellans ne sont pas trouvés sans faute en ce qu'ils ont montré trop d'animosité dans leur procédure contre un homme à qui ils ne pouvaient objecter que des choses légères; et on trouve d'ailleurs beaucoup plus reprehensibles ceux d'entre eux qui, au commencement, aiant poursuivi son rétablissement, détruisent à présent leur ouvrage. Mais puisque Dieu a tiré du bien de ce mal et qu'il l'a fait servir pour l'édification et l'affermissement des deux églises susmentionnés, il a été trouvé bon d'accorder dès à présent le ministère de M. Brunyer à l'église d'Uzès, auquel la province est chargée par la dite compagnie de donner un coadjuteur, le plutôt que faire se pourra. Et quand à M. Codur, elle l'a aussi accordé à l'église de Béziers pour en être désormais le pasteur ordinaire. Et les parties susdites ont été réconciliées, à savoir les sieurs Brunyer, de Janas et de la Rouvière qui ont promis de travailler à la réconciliation des absens; et pour y réussir plus facilement a aussi chargé les sieurs Baille (pasteur d'Anduze) et Perrin (de Nyons), de la Colombière (de La Mure) et Valetin (de Privas), de passer par Uzès en retournant dans leurs églises afin de pacifier tous les différends survenus entre les parties opposées et le sieur Codur est chargé de les y accompagner pour tâcher de tout son pouvoir d'amener à la paix ses

amis et alliés, à quoi aussi tous les appellans seront exhortés par une lettre qui leur sera écrite de la part de cette assemblée. »

Ce jugement très sage, qui disait à chacun ses torts, fut accepté par tous, et le 22 avril 1607, lisons-nous dans nos archives municipales, est tenu un conseil extraordinaire, sous la présidence du premier consul Chambarut, où on reconnaît la nécessité de donner un compagnon à Brunyer, qui, depuis la mort du pasteur de Croy, a fait le travail de deux. Et, comme le consistoire est assemblé dans le temple pour traiter la même question, le conseil décide de s'y transporter pour y chercher de concert avec lui « ung pasteur suffisant et capable pour estre adjoinct audict sieur Brunyer ». Ce qui eut lieu en effet, et les deux corps réunis décidèrent d'envoyer des députés au prochain synode, qui devait se tenir à Aigues-Mortes, le premier mercredi du mois de may, pour demander le ministère de Folchier, régent du collège.

Ce pasteur leur fut, en effet, accordé par le synode d'Aigues-Mortes. C'était un enfant d'Uzès, appartenant à une des meilleures familles de la ville. Son père avait joué un grand rôle au consistoire et à la maison de ville. Folchier avait été nommé régent du collège en 1606 (8 juillet).

Le 16 juillet 1607, il se présente devant le Conseil pour demander son congé « à cause qu'il ne peut vaquer à son emploi de régent pour estre à présent pourveu de la charge de pasteur de ceste vile, d'autant que le sieur Marrol, docteur en médecine, s'est offert de prendre la régence dudit collège et qu'il est homme suffisant et capable ».

Le conseil lui accorda sa demande et il entra en fonctions.

Il avait exercé le saint ministère, en dernier lieu, à Montaren. Il avait commencé par Blauzac (1597), Pons (1598), Montfrin (1600), Vals (1601), Montaren (1606), Uzès, de 1607 à 1617.

Ce ministère fut béni pour Uzès. Folchier était un pasteur distingué et dévoué, probablement élève de Montpellier ou de Nîmes, et cette dernière église ne tarda pas à vouloir l'appeler au milieu d'elle ; malgré la vive résistance d'Uzès, elle y parvint en 1617, comme nous le verrons plus loin.

Nous avons indiqué que l'église d'Uzès était demeurée fidèle à Henri IV, grâce à l'influence de Laurent Brunyer sur son église et sur l'entourage du roi. Les Jésuites avaient intrigué pour faire main-basse sur les protestants d'Uzès. Brunyer avait déjoué toutes leurs manœuvres et détruit l'œuvre néfaste qu'ils s'efforçaient d'accomplir dans notre cité.

D'où venait à Brunyer cette haute situation, cette influence prépondérante ? Claude Brunyer avait eu à Uzès un fils, Abel, né le 22 septembre 1573, qui partit avec lui pour Montpellier en 1588, quand il fut appelé comme pasteur par l'église de cette ville. Là, Abel étudia la médecine et prit le grade de docteur. Il alla s'établir à Paris, où il conquist une renommée si considérable qu'il attira l'attention du roi, dont il devint le médecin. Il fut aussi celui de ses enfants, Louis XIII et Gaston d'Orléans et du cardinal de Richelieu. C'est ce qui nous explique la haute influence dont jouit son frère Laurent et les nombreuses missions qui lui sont confiées.

De plus, sa mère appartenait à la famille des Trémollet, barons de Montpezat, toute puissante dans la province. Elle était même alliée aux ducs d'Uzès.

Ces parents puissants étaient cause que les grands d'Uzès trouvaient à leur pasteur un trop grand crédit parmi eux, et expliquent la résistance et la jalousie qui se conjurent trop souvent contre lui.

Pendant tout le règne de Henri IV, les conspirations et les conspirateurs sont écartés d'Uzès, qui demeure constamment fidèle au roi. La mort de celui-ci, assassiné par Ravallac, vint changer du tout au tout cette situation paisible. La nouvelle en fut apportée par le sieur Dalizon, maréchal-des-logis, estafette du gouverneur de Montpellier, le duc de Ventadour. Le gouverneur appelle à Montpellier une députation composée de MM. Laurent Brunyer, pasteur, Góndin, viguier, Jacques de Brueys, sieur de Flaux, Bouet, premier consul, pour se concerter avec eux pour le maintien de la paix entre les partis. Une réunion des consuls et des notables avait lieu en même temps à Uzès à l'hôtel-de-ville, le 22 mai 1610. On décida de convoquer l'évêque au château du duc d'Uzès et là solennellement les consuls s'engagèrent à protéger dans la ville les catholiques qui étaient en grande minorité et demandèrent à l'évêque de s'engager à protéger les protestants dans le restant du diocèse, où les catholiques avaient la majorité. La paix fut jurée d'une façon solennelle. Seulement, les consuls sévirent contre le chanoine André Solier, enfant d'Uzès, et un autre prêtre, messire Thomas, qui s'étaient publiquement réjouis de la mort du roi, et contre Jean Borie, sonneur de la cathédrale, et sa

femme Jacqueline Malignan, lequel Borie aurait dit que Ravailac était un saint martyr qui méritait le paradis et sa femme aurait hautement applaudi au dire de son mari. Les consuls les expulsèrent de la ville.

Le duc de Ventadour envoya aux consuls une lettre de lui et une du connétable de Montmorency, Damville, qui les exhortait à demeurer fermes dans l'obéissance du roy et de la reine-mère et à observer les édits de pacification. Le 27 mai, le conseil de la ville délibère sur une lettre du duc de Ventadour, dans laquelle celui-ci annonçait le sacre du roi. Le lendemain, dimanche, les consuls assistèrent au prêche en robe et en chaperon rouge, pour rendre des actions de grâces à Dieu. Le soir, ils se rendirent sur la place pour allumer un feu de joie, malgré une forte pluie.

La situation des protestants changea du tout au tout avec le nouveau roi. La reine était entourée des ennemis de la religion et naturellement se laissait entraîner par eux à des mesures vexatoires.

Brunyer fut appelé à se rendre à la cour pour y porter les doléances de ses paroissiens, il s'acquitta de sa tâche avec la plus grande habileté, mais pas avec le même bonheur que sous Henri IV, et l'église d'Uzès, plus que tout autre, sentit la différence entre les deux gouvernements.

La population catholique levait haut la tête et se permettait des actes qui laissaient deviner ce qu'elle ferait le jour où elle aurait reconquis la majorité dans notre ville.

En voici un exemple : le 12 juin 1612, vers cinq ou six heures du soir, le pasteur Brunyer revenait

de chez M. de Janas, lorsqu'il tomba dans un véritable guet-apens devant la maison de l'évêque Louis de Vignes, aujourd'hui maison de M. Corenson, rue de la Monnaie. Une bande de laquais et de gens sans aveu, conduits par deux neveux de l'évêque, les frères Vignes, l'assaillit à coups de bâtons et lui fit subir les plus ignominieux traitements, le tout en présence de l'évêque qui, à la fenêtre de sa maison, ne faisait qu'en rire, bien loin d'intervenir pour empêcher cette scène scandaleuse. Le second consul, Peyre, arrivant sur ces entrefaites, délivra le pasteur, le conduisit à la maison consulaire, où il fit déposer sa plainte et fit dissiper le rassemblement. Une enquête fut entamée, une procédure s'ensuivit, mais hélas ! le pouvoir avait changé de camp et quoique du parti de la minorité, l'évêque sortit indemne de toutes les poursuites.

Le pasteur Folchier, dont le ministère était en bénédiction dans l'Église, fut appelé à Nîmes, comme pasteur et professeur de l'Académie. Le consistoire résista longtemps et en appela même du synode provincial au synode national de Vitré (juin 1617). Mais on ne défendit pas cet appel qui fut déclaré « désert » et le ministère du sieur Folchier fut confirmé dans l'église et académie de Nîmes.

Voilà Brunyer seul à Uzès. Il paraît qu'il désirait vivement avoir pour collègue son fils, Théodore, qui venait de finir ses études à Nîmes, sans doute. On fit des démarches en consistoire et ensuite auprès du synode de Sommières pour obtenir cette nomination, mais ces démarches furent vaines.

A temps, on prit le sieur Bouton, que nous avons

vu à Blauzac et qui ne resta qu'un an, 1618. Avec lui nous voyons paraître à Uzès, Artis, qui n'y fit pas non plus un long séjour et que nous trouvons à Genolhac en 1626.

Nous voici arrivés au synode d'Alais 1620. La situation des protestants était très critique. Louis XIII entraînait décidément en lutte avec ses sujets réformés. Il commence par le Béarn et continue par le Midi de la France. Les grands seigneurs qui ont essayé à plusieurs reprises de faire révolter les protestants ont fait leur paix avec la cour en abandonnant leurs alliés.

Un seul chef reste aux protestants. Les autres, Bouillon, Châtillon, Turenne, préparent ou ont accompli leur conversion intéressée. Ce chef, c'est le gendre de Sully, le duc de Rohan, mais tous les protestants ne se rangent pas sous ses drapeaux. Il y a dans le peuple deux partis, les ardents qui veulent la guerre et les tièdes qui accepteraient tout pour avoir la paix.

Au point de vue dogmatique, l'église est aussi profondément divisée. C'est l'époque de la controverse sur la prédestination entre Gomar et Arminius.

Genève, Sedan, Montauban sont avec Gomar. Saumur pencherait vers l'arminianisme; Nîmes et Montpellier, quoique moins nettement accusés, suivent Genève alors strictement calviniste.

Au synode de Dordrecht, les arminiens furent condamnés. Louis XIII avait interdit toute députation de pasteurs à ce synode. Pierre Dumoulin, pasteur de Paris, entre autres, fut en quelque sorte gardé à vue pour l'empêcher de s'y rendre.

A Alais les députés du synode le nommèrent modérateur. C'était un gomariste décidé; on lui donna pour adjoint notre pasteur d'Uzès, Laurent Brunyer, qui était beaucoup plus modéré.

Dumoulin usa de la pression de toute son éloquence et de tout son prestige pour obtenir une adhésion unanime aux actes de Dordrecht, non pas sans une forte opposition, qu'il réduisit au silence « en usurpant une autorité papale », comme le lui reprocha Laurent Brunyer, lors de la censure amicale que les anciens et les ministres avaient coutume d'exercer les uns à l'égard des autres après la clôture des délibérations.

Ce synode réconcilia Galopin, juge d'Uzès, et Gondin, viguier, et de plus nous lisons au 78^{me} acte :

« Sur ce que l'église d'Uzès a demandé qu'il lui soit permis de chercher un troisième pasteur, soit dedans ou dehors la province, dont elle dépend. La compagnie en acquiesçant à cette demande, a néanmoins ordonné que ladite église suivra dans cette recherche toutes les formalités requises par la discipline ecclésiastique et qu'elle ne fera rien au préjudice des pasteurs qui la servent à présent et qu'elle ne se relâchera jamais du soin particulier qu'elle doit avoir du sieur Brunyer et de sa famille, puisque les travaux de ce pasteur lui ont été fort utiles depuis longtemps et lui sont encore aussi profitables que nécessaires ».

Magnifique témoignage qui venge Brunyer de toutes les misères dont on l'a accablé à une certaine heure de sa vie. Brunyer peut mourir maintenant, sa mémoire vivra dans l'église, conservée par ce juge-

ment définitif sur son long ministère à Uzès de la plus haute assemblée des protestants. Il survécut peu de temps au synode d'Alais; la fin de sa vie fut attristée par une assez longue maladie. Son collègue Artis était aussi d'une santé délicate, et le consistoire, d'accord avec la maison de ville, décida que trois pasteurs voisins du colloque viendraient faire le service à tour de rôle jusqu'au colloque du 20 novembre et qu'ils seraient payés par la ville.

Laurent Brunyer mourut le 13 octobre 1623. Son ministère à Uzès avait duré trente-cinq ans. Nous avons vu comment le jugeait le diacre Servièrre. « Pendant seize ou dix-sept ans, le fils, succédant à l'intégrité et dextérité du père, a très bien continué et a esté employé aux charges concernant le général desquelles s'est très dignement acquitté ». Il fut député par le Bas-Languedoc à plusieurs assemblées politiques. Il fut un des quatre députés négociateurs de l'édit de Nantes et chargés de le porter au synode de Montpellier (1598). L'assemblée de Loudun l'avait envoyé à la cour, celle de Vendôme le chargea de suivre les négociations avec les commissaires du roi, celle de Saumur le choisit avec Saint-Chaptes pour porter à Henri IV ses plaintes au sujet des contraventions que le gouvernement se permettait contre le brevet de 1598 relatif aux places de sûreté; il présida à l'excommunication de Jérémie Ferrier, à Nîmes, 13 juillet 1613, il fut vice modérateur du synode d'Alais, qui lui rendit le magnifique témoignage que nous avons enregistré plus haut et qui, pour nous, résume admirablement le ministère si tourmenté mais si fidèle et si fécond de Brunyer.

Son caractère était fortement trempé, trop peut-être, son activité infatigable, sa volonté tenace et énergique ; si puissants que soient ses adversaires, il ne plie jamais devant eux ; rien ne le fait dévier de la ligne de conduite qu'il s'est tracée. Il eut les qualités et les défauts de son temps qui ressemble si peu au nôtre que nous avons de la peine à le comprendre.

Il fut l'ami des Chamier, des Dumoulin, des Drelincourt, des grands serviteurs de l'église protestante de son temps. Ce n'est pas un des plus grands. Il n'a laissé après lui ni sermon, ni traité de théologie qui témoigne de sa valeur intellectuelle. Il a laissé mieux que cela, il a laissé une église avec une tradition de gouvernement ferme, de discipline sévère et respectée, appliquée aux plus grands comme aux plus petits. Grâce à lui, cette église a prospéré et grandi malgré les vives oppositions, les persécutions sourdes et hypocrites ou violentes et persévérantes. Elle a triomphé de Richelieu, de Louis XIV, des dragonnades et du long martyre du XVIII^{me} siècle. Quand l'heure de la liberté sonnera, elle sera debout vivante encore avec ses trois pasteurs et son troupeau moins nombreux, mais fidèle et dévoué à son maître.

Avant la mort de Brunyer, Artis avait déjà quitté Uzès pour cause de santé. Il avait été nommé à Genolhac. Le consistoire jette les yeux, pour le remplacer, sur le pasteur Murat, de Grenoble, et prie Laurent Brunyer, alors aux eaux de Vals en traitement thermal, de se transporter à Grenoble pour négocier avec Murat. Brunyer ne put le faire à cause de sa mauvaise santé. En effet, peu de jours après son retour à Uzès, il mourait.

On fit appel au ministère de Claude Rosselet, de Neufchatel, pasteur à Nîmes, dont on fut très content.

Salomon Cruveillé, de Vauvert, resta aussi de 1620 à 1626. Un de ces pasteurs auxiliaires ne fut pas du goût de l'église, c'était le pasteur Louis Courant, d'Anduze, qu'on eut toutes les peines du monde à faire partir. On envoya des députés au synode d'Anduze le 20 février 1624 pour se plaindre des poursuites du sieur Courant, refusé pour ministre par le consistoire et qui ne veut pas se démettre. Il reste à Uzès jusqu'en 1626, époque où il est nommé à Alais.

Enfin, Manuel Daniel fut donné à Uzès, le 24 février 1624 par le synode d'Anduze. D'autres auteurs prétendent que cette nomination eut lieu au synode de Montagnac, le 30 avril de la même année, il avait étudié à l'académie de Nîmes 1615-1617. Il avait desservi Bouillargues 1619, Aujargues 1622, Aigues-Vives 1623. Il vint à Uzès où il resta jusqu'à sa mort en 1646.

En même temps que M. Manuel, on appela comme pasteur ordinaire d'Uzès, Antoine Noguier, qui avait aussi étudié à Nîmes, 1609-1612, avait été consacré en 1612, nommé pasteur à Marvejols en 1612, à Blauzac 1616-1626. Il arriva à Uzès en 1626 ; il eut tout de suite une bonne position dans l'église ; il avait épousé Jeanne de Trémollet, et nous savons combien cette famille était bien apparentée. C'est lui qui fut chargé de représenter Uzès à l'assemblée politique tenue en cette ville le 10 septembre 1627.

J'aurais bien voulu aller plus loin, aborder l'histoire de l'Eglise sous la Croix, pendant les Dragonnades de la première heure, le soulèvement des Camisards, dont l'histoire est si populaire chez nous, parce qu'on

y trouve inscrits et en très bonnes places, les noms de plusieurs Uzétiens, puis la restauration d'Antoine Court, dont la femme Étiennette Pagès, était une enfant d'Uzès, une de ses gloires, puisqu'elle a été certes pour beaucoup dans l'œuvre de la restauration du Protestantisme en France, l'épouse dévouée, qui, pendant si longtemps fut la joie de son foyer, la compagne de ses travaux, la consolation de son exil, la mère de ses enfants, du célèbre Court de Gébelin, qui continuera l'œuvre de son illustre père et aura la gloire, avec Rabaut Saint-Étienne, de préparer le fameux édit de 1787 qu'il ne vit pas proclamer. J'aurais volontiers abordé ensuite le long ministère de Pradel Vernezobres, l'émule et l'ami, le compatriote et le collègue de Paul Rabaut; puis les documents précieux qui nous ont été légués par nos devanciers, le volume de délibérations du consistoire de 1766 à 1780 et les livres de raison des vieilles familles protestantes d'Uzès, les registres des baptêmes et des mariages bénis au désert par les Molines, dit Fléchier, les Thérond, les Védrines, les Lombard, les Vincent, les Soulier.

Mais je suis obligé de me restreindre; plus tard peut-être reviendrai-je à cette étude pour la compléter, ou mieux, celui qui a si bien raconté les commencements, et qui en terminant son essai de 1885, disait : « Plus tard, si nous le pouvons, nous raconterons les destinées de cette Église jusqu'à nos jours », tiendra sa promesse, achèvera d'écrire cette histoire et le fera bien mieux que son frère trop jeune et trop inexpérimenté pour une telle tâche.

LES PASTEURS D'UZÈS DE 1561 A 1685¹

PASTEURS ORDINAIRES		PASTEURS A TEMPS
Selvage	1561	Mutonis.
	1562	Moïse Audra, Maltrait.
		Rebotier, Anoul, Airebau-
		douze.
Clamens ou Arnaud Clément	1565-1571	
	1568	Claude Brunyer (2 ans).
	1568	Jean Rigard.
Aymes et Clamens demand ^t		
Claude Brunyer.....	1570-1588	
	1573	Ezéchiél Sage, Israël Broche.
	1575	Luc Reboul (2 ans).
	1579	Salomon de Frigoulas.
	1584	Jean Darvieux.
	1587	Ravel.
	1588-1589	De Roure.
Laurent Brunyer.....	1587-1623	
Simon Codur.....	1594-1603	
	1599	Salomon de Micheaulx.
	1599-1603	Rally, Gallone (1 an).
	1602-1603	Samuel Petit (de S ^t -Ambroix)
François de Croy.....	1603-1606	
Jean Flochier ou Faucher..	1607-1617	
	1618	Bouton de Blauzac.
	1619	Guy Astier.

1. Voir pour ceux qui étaient avant 1561 page 91. Nous ne les avons pas mis ici parce que nous ne pouvions fixer au juste la date de leur séjour à Uzès.

PASTEURS ORDINAIRES

PASTEURS A TEMPS

Artis.....	1620-1623	
	1624	Claude Rosselet. Salomon Cruveiller. Louis Courant (d'Anduze).
Daniel Manuel.....	1626-1646	
Antoine Noguier.....	1626-1652	
	1641	Roux (prêté pour 1 an).
Roux (3 ^e pasteur).....	1642-1648	
Guillaume Paulet.....	1648-1654	
	1650	Lambert Daneau (2 ans).
Jean de Croy.....	1653-1659	
	1653	Jacques Manuel (1 an).
	1654	Rudavel (4 ans).
Jacques Manuel.....	1658-1685	
Rally.....	1659-1677	
	1659	Lombard (1 an).
Angelras.....	1663-1676	
Jean-Armand Dûbourdieu..	1671-1678	
Delaborie.....	1676-1684	
	1679	Durand (2 ans).
	1681	Pépin.
Étienne Chauvin.....	1682-1685	
Thomas.....	1683-1685	

Le temple avait été condamné à être démoli par arrêt du conseil du 30 avril 1685.

Le 20 mai, l'exercice du culte y est supprimé, et le sieur Thomas baptise à domicile les enfants, en présence du viguier et ce jusqu'au 20 octobre, après quoi les registres se ferment et le culte est éteint (*sic*).

Chauvin reçoit le 1^{er} décembre 1685 l'ordre de partir pour l'étranger. Il se réfugia en Hollande et puis à Berlin; son grand savoir lui conquit une haute

situation parmi les savants, il eût l'honneur de suppléer Bayle malade.

Delaborie, ayant adhéré au projet de résistance de Claude Brousson, avait été condamné à être brûlé, et il le fut en effigie à Nîmes sur la place du marché. Il se retira en Suisse.

Manuel seul abjura.

Thomas et sa famille émigrèrent en Allemagne. La colonie de Magdebourg comptait quatre-vingt-dix-neuf familles d'Uzès. Les demoiselles Thomas d'Uzès, filles du pasteur, fondèrent à Berlin un pensionnat de demoiselles nobles avec les demoiselles Meynadier et les filles du pasteur Valentin.

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES

RÉFUGIÉS MAGDEBOURGEOIS ORIGINAIRES D'UZÈS¹

- Décembre 1686 : Jacques Sigalon, facturier.
Mai 1687 : Geoffroi Laurens, manufacturier.
Mai 1687 : François Meffre, manufacturier.
Octobre 1687 : Pierre Griolet, peigneur de laine.
Décembre 1688 : Thomas Garrel, facturier.
Décembre 1688 : Jacques Garrel, facturier.
Décembre 1688 : Pierre Gaudin, serger.
Avril 1689 : Pierre Souleirol, facturier.
Août 1689 : Clément Chaz, peigneur de laine.
Décembre 1689 : David Siège, peigneur de laine.
Août 1691 : Joseph Puech, facturier.
Mai 1692 : Simon Nicolas, facturier.
Août 1692 : Mathieu Ravanel, marchand.
Décembre 1693 : Jacques Sigalon, facturier.
Mai 1694 : Pierre Espérandieu, peigneur de laine.
Juin 1697 : Guillaume Laurens, facturier.
Novembre 1697 : Honoré Souleirol, facturier.
Janvier 1698 : Joseph Duplan, maître tailleur d'habits.

1. Cette liste nous a été communiquée par M. le pasteur Henri Tollin, de Magdebourg, président de la société huguenote d'Allemagne. Elle est extraite de son livre *Geschichte der franzosichen Colonie von Magdeburg* (2 vol., Halle, 1887). Nous ne saurions trop remercier M. Henri Tollin de nous avoir fourni cette excellente note.

Octobre 1698 : Jean Trouillas, facturier.
Janvier 1699 : Abraham Souchon, peigneur de laine.
Mai 1699 : Hercule Roux, peigneur de laine.
Novembre 1699 : Le sieur Guillaume Danger, juge de la
colonie.
Juin 1702 : Étienne Arène, peigneur de laine.
Septembre 1702 : Étienne Baldi, facturier en bas.
Septembre 1702 : Paul Bernard, facturier en bas.
Septembre 1702 : David Carrière, peigneur de laine.
Juin 1703 : Jean Ode, peigneur de laine.
Août 1704 : Jérôme Durant, facturier en bas.
Novembre 1706 : Pierre Chamau, peigneur de laine.
Octobre 1721 : Pierre Borne, mégissier.
Juillet 1723¹ : Daniel Espérandieu, faiseur de bas.

1. Ces dates sont celles de l'inscription au *Rolle général des bourgeois de la colonie française de Magdebourg*.

Lu et approuvé :

Le Président de la soutenance,

G. BONET-MAURY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE I ^{er} . — Histoire extérieure. — Guerres de religion...	44
CHAPITRE II. — Histoire intérieure de l'Église d'Uzès.....	68
A. — Organisation.....	68
Le Temple.....	68
Le Consistoire.....	73
Nomination et traitement des pasteurs.....	81
Les Écoles. — Le Collège.....	84
Colloque.....	87
Synodes.....	88
B. — Les pasteurs d'Uzès jusqu'en 1623.....	89
Les pasteurs d'Uzès de 1561 à 1685.....	122
Liste chronologique des réfugiés magdebourgeois originaires d'Uzès.....	125
